

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3037

30 novembre 2013

SOMMAIRE

Act II Capital	145753	Jacky and Marcy's Sàrl	145771
aeris Private Investments S.A., SICAR ..	145774	K Agamemnon S.à r.l.	145771
Agripro S.A.	145765	Kitchens (Luxembourg) S.A.	145774
Alter Holdings S.A.	145765	KW S.à r.l.	145771
Archilabel	145769	Lagos S.à r.l.	145772
Archilabel	145766	Limra International S.à r.l.	145773
ASO Lux 2 S.à r.l.	145767	Noalin Investments S.à r.l.	145749
ASO Lux 2 S.à r.l.	145744	Partico S.A.	145756
Axa Alternative Participations III, SICAV-		Samsalux S.A.	145764
FIS	145731	Sattimmo S.A.	145767
Batevilas S.à r.l.	145751	Saxa S.A.	145767
BE Advisers S.à r.l.	145776	Schemel S.à r.l.	145768
Belucci Restauration S.à r.l.	145774	Sea Dream S.A.	145763
CDR Ray Investor S.à r.l.	145766	Sea Waves S.A.	145763
Cerigo Développement S.à r.l.	145766	Second Overseas Investments S.à r.l. ...	145762
Cerigo Développement Un S.à r.l.	145766	Semarec s.à r.l.	145762
Colon River S.A.	145766	SFLW S.A.	145775
Dexia Dynamix	145730	SFLW S.A.	145763
Divona B S.à r.l.	145766	Silf S.A.	145763
Donald SPV A S.à r.l.	145769	SISL	145764
Elkhound Loan Company Luxembourg S.à		Soafel	145764
r.l.	145769	Société d'Investissement Latine Américai-	
Every S.A.	145770	ne S.A.	145764
Farmachen S.à r.l.	145770	Sopardis S.A.	145765
Financière Blandine Spf S.A.	145770	SRE Hotels Holdings S.à r.l.	145765
Frank den Holzwuerm S.à r.l.	145770	State Street Services (Luxembourg) S.A.	
Gracewell Properties Holding II S.à r.l. ...	145776	145768
Halsey Group S.à r.l.	145742	SustainWater S.à r.l.	145768
H.W. Restaurant S.à r.l.	145770	Te Wind S.A.	145769
Immo Place de Paris S.à r.l.	145771	Tikehau Invest	145768
Inda International S.à r.l.	145773	TRITRI House S.à r.l.	145769
Ingersoll-Rand Lux Clover Holding S.à r.l.		Truck S.à r.l.	145768
.....	145773	Wind and More SA	145767
Ingersoll-Rand Lux Euro Financing S.à r.l.		Xansa S.A.	145767
.....	145772		

Dexia Dynamix, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 168.300.

L'an deux mille treize, le neuf octobre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire de la société d'investissement à capital variable «DEXIA DYNAMIX» (ci-après «la Société»), avec siège social à Luxembourg, 69, route d'Esch. Elle est inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.300.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 mars 2012, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C (le «Mémorial») numéro 1360 du 1^{er} juin 2012.

L'assemblée débute à 12H00 sous la présidence de Madame Blandine Kissel, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Geneviève Haury, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Philippe De Backer, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente constate ensuite:

I. La présente assemblée a été convoquée par des annonces parues dans le «Luxemburger Wort», «Letzebuurger Journal» et le Mémorial C les 6 et 23 septembre 2013.

Des lettres ont été adressées aux actionnaires nominatifs en date du 6 septembre 2013.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste a été dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, et elle restera, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire, annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumises en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III. Qu'il appert de cette liste de présence que sur 959.121,913 actions en circulation, 2 actions sont présentes ou représentées à l'assemblée générale extraordinaire.

IV. Une première assemblée générale extraordinaire, convoquée suivant les modalités indiquées dans le procès-verbal de cette assemblée, et ayant le même ordre du jour que la présente assemblée, s'est tenue en date du 3 septembre 2013 et n'a pu délibérer sur l'ordre du jour pour défaut du quorum légal requis.

En vertu de l'article 67 et 67-1 de la loi concernant les sociétés commerciales, la présente assemblée est autorisée à prendre des résolutions indépendamment de la proportion du capital représenté.

V.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social de la SICAV au 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette et modification subséquente des articles 4 et 24 des statuts;

2. Modification de l'avant-dernier paragraphe de l'article 17 des statuts pour supprimer le détail des conditions réglementaires et se limiter à la seule référence à la loi du 17 décembre 2010 et aux documents relatifs à la vente;

3. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la SICAV et modification subséquente de l'article 24 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la SICAV au 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette de sorte que le premier alinéa de l'article 4 et le 5^{ème} alinéa de l'article 24 des statuts auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 4. 1^{er} alinéa.** Le siège social de la SICAV est établi à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

« **Art. 24. 5^{ème} alinéa.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la SICAV ou à tout autre endroit au Luxembourg... »

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'avant-dernier paragraphe de l'article 17 des statuts, pour supprimer le détail des conditions réglementaires et se limiter à la seule référence à la loi du 17 décembre 2010 et aux documents relatifs à la vente, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

«Dans toute la mesure permise par la Loi de 2010, et en conformité avec les documents relatifs à la vente, un Compartiment de la SICAV pourra souscrire, acquérir et/ou détenir des titres à émettre ou émis par un ou plusieurs autres Compartiments de la SICAV.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de changer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la SICAV de sorte que le 5^{ème} alinéa de l'article 24 des statuts aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 24. 5^{ème} alinéa.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la SICAV ou à tout autre endroit au Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 18 juillet de chaque année à 13 heures (heure de Luxembourg). Si ce jour est un jour férié légal ou bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec nous Notaire la présente minute.

Signé: B. KISSEL, G. HAURY, P. DE BACKER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 octobre 2013. Relation: LAC/2013/46668. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146650/76.

(130179258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Axa Alternative Participations III, SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 161.198.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of September.

before us Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of AXA Alternative Participations III, SICAV-FIS, a société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of 19 May 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1703 of 28 July 2011 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161198 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The meeting was declared open at 2.20 p.m. by Mrs Stéfanie FABER, employee, with professional address in Luxembourg, 2, Place Dargent, in the chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elected as scrutineer Mrs Katja SCHNEIDER, employee, with professional address in Luxembourg, 2, Place Dargent.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1 To abolish the German version of the articles of incorporation of the Company.

2 To restate the articles of incorporation of the Company.

3 To appoint Marcus Thiel as Class A Director and to confirm that the other directors shall be qualified as Class B Directors.

4 Delegation of powers.

5 Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolved that the articles of incorporation will only be drafted in English as permitted by applicable law and to abolish the German version of the articles of incorporation of the Company.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to fully restate the articles of incorporation of the Company.

As a consequence the articles of incorporation of the Company shall from now on read as follows:

“1. Denomination, Duration, Corporate object, Registered office

Art. 1^{er}. Denomination. There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund ("société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé") under the name of AXA Alternative Participations III, SICAV-FIS (hereinafter referred to as the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. Corporate object. The sole object of the Company is to invest directly, or indirectly through intermediary vehicles, the funds available to it in accordance with the law of 13 February 2007 on specialised investment funds as amended from time to time ("Law of 13 February 2007") in assets eligible there under provided that these assets are shares in companies including shares in companies which qualify as undertakings for collective investments or as other investment vehicles, and in interests in partnerships, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of its portfolio.

The Company may take any measures permitted under the Law of 13 February 2007 and directly related or incidental to those referred to above, including the holding on an ancillary basis of cash and other liquid assets such as money market instruments or money market funds.

The Company must not take on borrowings, except for short-term borrowing up to an overall amount equivalent to 10% of the total binding commitments received by the Company (whether drawn or undrawn), provided that the borrowings must be consistent with market standards.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

2. Share capital, Variations of the share capital, Characteristics of the shares

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be at any time equal to the total net assets of the Company, as defined in Article 11 hereof. The capital of the Company must reach one million two hundred fifty thousand Euro (€ 1,250,000.-) within the first twelve (12) months following its incorporation, and thereafter may not be less than this amount.

The initial share capital of the Company is set at thirty one thousand Euro (€ 31,000.-) fully paid-up and represented by thirty-one (31) Class A shares with no par value, as defined in Article 8 hereof.

The reference currency of the Company is Euro ("EUR").

Art. 6. Variations in share capital. The share capital may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up shares or the repurchase by the Company of existing shares from its shareholders.

Art. 7. Classes of shares. The board of directors of the Company may, at any time, issue other classes of shares. These other classes of shares may differ in, inter alia, their fee structure, currency, dividend policy or type of target investors.

Initially, one class of shares, Class A shares, shall be issued. Other classes of shares, once created, shall differ in their characteristics as more fully described in the prospectus of the Company from time to time.

Art. 8. Form of the shares. The Company shall issue shares in registered form.

Shares are issued in uncertificated or certificated registered form. However the register of shareholders is conclusive evidence of ownership. If a share certificate is requested at the time of subscription, and in such case, the subscriber will bear the risk and any additional expense arising from the issue of such certificate. Holders of share certificates must return their share certificates, duly renounced, to the Company before redemption instructions may be effected.

A register of shareholders shall be kept by a duly appointed agent of the Company. Such share register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the class of each such share, the amounts paid for each such share, the transfer of shares and the dates of such transfers. The share register is conclusive evidence of ownership. The Company treats the registered owner of a share as the absolute and beneficial owner thereof.

The transfer of a registered share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Any owner of registered shares has to indicate to the Company an address to be maintained in the share register. All notices and announcements of the Company given to owners of registered shares shall be validly made at such address. Any shareholder may, at any moment, request in writing amendments to his address as maintained in the share register. In case no address has been indicated by an owner of registered shares, the Company is entitled to deem that the necessary address of the shareholder is at the registered office of the Company.

The shares are issued, and share certificates if requested are delivered, only upon the acceptance of the subscription and the receipt of the subscription price under the conditions as set out in the prospectus.

The Company will recognise only one holder in respect of each share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

Art. 9. Loss or Destruction of share certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including an indemnity or other verification of title or claim to title countersigned by a bank, stockbroker or other party acceptable to the Company. Upon the issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate shall become null and void.

Mutilated or defaced share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated or defaced certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately. The Company, at its discretion, may charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate, as well as all costs and reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

Art. 10. Limitation to the ownership of shares. Shares of the Company may only be owned by and are freely transferable between well-informed investors in accordance with the Law of 13 February 2007 and excluding at any time individuals and entities which are not corporate entities for German tax purposes and which have one or more individuals as its members or owners ("Well-Informed Investors"). The issue or transfer of shares may not result in shares being held by more than one hundred (100) Well-Informed Investors.

The Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the Company such holding may be detrimental to the interests of the existing shareholders or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred (an "Excluded Investor"). Such firms, partnerships or corporate bodies shall be determined by the board of directors.

For such purposes, the Company may, at its discretion and without liability:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears that such registration or transfer would or may eventually result in the beneficial ownership of said share by a person who is precluded from holding shares in the Company; or

b) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares, compulsorily purchase from any such shareholder all shares held by such shareholder; or

c) where it appears to the Company that one or more persons are the owners of a proportion of the shares in the Company which would render the Company subject to tax or other regulations of jurisdictions other than Luxembourg, compulsorily repurchase all or a proportion of the shares held by such shareholders.

In such cases enumerated at (a) to (c) (inclusive) hereabove, the following proceedings shall be applicable:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "redemption notice") upon the holders of shares subject to compulsory repurchase; the redemption notice shall specify the shares to be repurchased as aforesaid, the redemption price (as defined here below) to be paid for such shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by registered mail, addressed to such shareholder at his address as indicated in the share register. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate, if issued, representing shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the share certificate, if issued, representing such shares shall be cancelled in the books of the Company.

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be purchased (hereinafter referred to as the "redemption price") shall be an amount equal to the net asset value per share of the class to which the shares belong, determined in accordance with Article 11 hereof, as at the date of the redemption notice plus any contingent deferred sales charge or redemption fees, if applicable.

3) Subject to all applicable laws and regulations, payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the shares are denominated, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate, if issued, representing the shares specified in such redemption notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the redemption price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate, if issued, as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Specifically, the Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any "US person", meaning a citizen or resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction.

Notwithstanding any provisions in these Articles, a shareholder in the Company being a German Regulated Investor shall have the right, at any time, to transfer all or part of its shares without the prior consent of the Company or any other shareholder to a transferee that executes a subscription agreement and qualifies as a Well-Informed Investor and who is not an Excluded Investor and provided that the transfer does not have the effect that the number of shareholders exceeds one hundred (100). On the transfer of all or part of the shares by a German Regulated Investor, the transferee shall accept and become solely liable for all liabilities and obligations relating to such shares, including under these Articles, and the transferring German Regulated Investor shall be released from (and shall have no further liability of any nature, not even a secondary or joint and several liability, for) such liabilities and obligations.

Insofar and as long as a German Regulated Investor holds shares as part of its guarantee assets ("Sicherungsvermögen" as defined in Sec. 66 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act (Versicherungsaufsichtsgesetz)) and such German Regulated Investor is either in accordance with section 70 of the German Insurance Supervisory Act under the legal obligation to appoint a trustee (Treuhänder) or is subject to similar legal requirements, such German Regulated Investor shall dispose of such shares only with the prior written consent of such trustee or its authorized representative appointed in accordance with section 70 of the German Insurance Supervisory Act, as amended from time to time. "Disposal" includes, but is not limited to any sale exchange, transfer or assignment of all or part of the shares held by such German Regulated Investor.

For the purpose of this Article, the term "German Regulated Investor" shall include any German insurance company, German Pensionskasse or German pension fund (including a German Versorgungswerk) or any other entity subject to the investment restrictions of the German Insurance Supervisory Act (Versicherungsaufsichtsgesetz) holding shares in the Company as part of its guarantee assets ("Sicherungsvermögen") or "other restricted assets" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 66 and Sec. 54 para. 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act (Versicherungsaufsichtsgesetz)).

3. Net asset value, Issue and Repurchase of shares, Suspension of the calculation of the net asset value

Art. 11. Net asset value. The net asset value per share of each class of shares of the Company shall be determined periodically by the Company, but in any case not less than once per month, as the board of directors may determine (every such day for determination of the net asset value being referred to herein as the "valuation day"). If such day falls on a legal or bank holiday in Luxembourg, then the valuation day shall be the first succeeding full business day in Luxembourg.

The net asset value per share is expressed in the reference currency of the Company, for each class of shares, and is determined by dividing the value of the total assets of the Company properly allocable to such class of shares less value of the total liabilities properly allocable to such class of shares by the total number of shares of such class outstanding on any valuation day.

The valuation of the net asset value per share of the different classes of shares shall be made in the following manner:

The assets of the Company will be determined by application of the following principles:

- The valuation of the Company's interests in the investment structures (both by way of equity and debt investments) will be effected in the following manner:

* An interest in an investment structure will be valued at cost as long as no report is available;

* If a report regarding the investment structure is available, the interest in the investment structure will be valued on the basis of the latest available report as long as no major evaluation event ("Evaluation Event") occurred. The following events qualify as Evaluation Events: capital calls, distributions or redemptions effected by the investment structure or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the investment structures themselves.

* The occurrence of an Evaluation Event will be taken into account.

- The valuation of direct investments, which are made as co-investments, will be effected in the same manner as described here-above;

- If a net asset value is determined for the units or shares issued by an investment structure, those units or shares will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the particular issuing documents of the investment structure. In case of the occurrence of an Evaluation Event that is not reflected in the latest available net asset value of such units or shares issued by such investment structures, the valuation of such units or shares issued by such investment structures may take into account this Evaluation Event;

- the value of cash held in hand or on deposit, of securities and bills payable at sight, of accounts receivable, of pre-paid expenses, and of dividends and interest announced or which have become payable and have not yet been received, will be constituted by the nominal value of these assets, except where it appears improbable that this value can be achieved; in which case, their value will be determined by deducting a certain amount which is sufficient in the view of the directors to reflect the true value of these assets;

- any transferable security and any money market instrument negotiated or listed on a stock exchange will be valued on the basis of the last known price, unless this price is not representative;

If, in the case of securities or money market instruments listed or traded on a stock exchange or another regulated market, the price determined pursuant to the foregoing is not representative of the real value of these securities, these will be stated at Director's valuation. This will be at cost unless in the Director's opinion a reduction in value is considered appropriate having regard to a company's prospects, or a change of valuation is justified by reference to significant transactions in the securities by third parties;

- any transferable security and any money market instrument negotiated on another market will be valued on the basis of the last available price;

- all other securities and other assets will be valued by the directors based on the reasonable foreseeable sales proceeds determined prudently and in good faith;

- if, as a result of particular circumstances, valuation based on the above rules becomes impractical or inaccurate, other valuation criteria which are generally accepted and verifiable in order to obtain a fair valuation will be applied.

The Company may receive all kinds of eligible assets under the Law of 13 February 2007 if the Company gets distribution in kind from underlying investments.

Any assets which are not expressed in the currency of the class to which they belong will be converted into the currency of this class at the exchange rate prevailing on the working day concerned, or at the exchange rate provided for by the terms of the contract.

Any assets held by the Company not expressed in the reference currency will be translated into the reference currency at the official rate of exchange prevailing on the relevant valuation day.

The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- all loans, bills and accounts payable;

- all accrued or payable administrative expenses (including investment advisory, consultancy or management fees (if any), Custodian, paying agent and corporate agent fees);

- all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property;

- an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the relevant valuation day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the directors; and

- all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable and all costs incurred by the Company, which may inter alia comprise the fees payable to the Custodian, the paying agent, the

corporate agent, investment advisors, consultants or managers (if any), taxes, expenses for legal and auditing services, due diligence costs, office and personal costs, costs of any intermediary company, payments due to the investment structures or direct investments (e.g. in relation to management fees and capital calls), cost of any proposed listings, maintaining such listings, printing share certificates, shareholders' reports, prospectuses, reasonable marketing and advertising expenses, costs of preparing, translating and printing in different languages, all reasonable out-of-pocket expenses of the directors, shareholder's travelling costs to the general meetings of the Company, registration fees and other expenses payable to supervisory authorities in any relevant jurisdictions, insurance costs, interest, brokerage costs and the costs of publications. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

All shares in the process of being redeemed by the Company shall be deemed to be issued until the close of business on the valuation day applicable to the redemption. The redemption price is a liability of the Company from the close of business on this date until paid.

All shares issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be deemed issued from the close of business on the valuation day applicable to the subscription. The subscription price is an amount owed to the Company from the close of business on such day until paid.

As far as possible, all investments and divestments chosen and in relation to which action is taken by the Company up to the valuation day shall be taken into consideration in the valuation.

Art. 12. Issue, Redemption and Conversion of shares.

12.1. Issue of shares

The board of directors is authorised to issue further fully paid-up shares of each class at any time and without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription for the shares to be issued and provided however that shares will not be issued to more than one hundred (100) Well-informed Investors at a price based on the net asset value per share for each class of shares determined in accordance with Article 11 hereof, as of such valuation date as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales charges, as approved from time to time by the board of directors.

The board of directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of receiving payment for such new shares.

All new share subscriptions shall, under pain of nullity, be entirely liberated, and the shares issued carry the same rights as those shares in existence on the date of the issuance.

The issue price will be paid within the delays detailed in the prospectus of the Company.

The board of directors may at its full discretion agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an auditor ("réviseur d'entreprises agréé").

If the directors determine that it would be detrimental to the existing shareholders of the Company to accept a subscription for shares that represents more than 10% of the net assets, then they may postpone the acceptance of such subscription and, in consultation with the incoming shareholder, may require him to stagger his proposed subscription over an agreed period of time.

The Company may reject any subscription in whole or in part, and the directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of shares of any class.

12.2. Redemption of shares

The directors may from time to time as they deem appropriate decide the repurchase of shares or fractions thereof. The decision to repurchase will be binding for all the shareholders and affect them on a pro rata basis in accordance with their shareholding. However the shares are not redeemable at the unilateral request of the shareholders.

The Company will announce in due time the redemption through mail addressed to the registered shareholders. The announcement will mention the duration of the redemption period, the method for calculating the redemption price which will be determined on the last day of the redemption period and which will be equal to the net asset value calculated on the last day of the redemption period.

The directors may in their sole and absolute discretion ask the shareholder to accept payment in whole or in part by an in-kind distribution of securities in lieu of cash.

The redeemed shares will be cancelled. The redemption price will be paid within the delays detailed in the prospectus of the Company.

12.3. Conversion of shares into shares of a different class of shares

Conversions of shares between different classes of shares, if any, are excluded.

Art. 13. Suspension of the calculation of the net asset value and of the issue, The redemption and the conversion of shares. The Company may suspend the calculation of the net asset value per share in the following circumstances:

- a) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company would be impracticable;
- b) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets of the Company;
- c) if restrictions on foreign exchange or with regard to capital transactions prevent the settlement of transactions on behalf of the Company;
- d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained;
- e) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company.

Under exceptional circumstances, which may adversely affect the rights of shareholders, the board of directors reserves the right to conduct the necessary sales of investments before setting the share price at which shareholders will have their shares redeemed. In this case, subscriptions and redemptions in process shall be dealt with on the basis of the net asset value thus calculated after the necessary sales.

The suspension of the calculation of the net asset value may be published by adequate means if the duration of the suspension is to exceed a certain period.

Suspended subscription applications may be withdrawn by written notice provided that the Company receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscriptions and redemptions shall be executed on the first valuation day following the resumption of net asset value calculation by the Company.

4. Investment policies and Restrictions

Art. 14. General provisions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the corporate and investment policy for the investments and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the board of directors in the prospectus of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The risk diversification requirements may not apply during a start-up period as determined in the prospectus of the Company.

5. General shareholders' meetings

Art. 15. General provisions. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 16. Annual general shareholders' meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on 3rd Friday in March at 12:00 p.m. (noon). If such day is a bank holiday in Luxembourg, then the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 17. General meetings of shareholders of classes of shares. The shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class of shares. The general provisions set out in these Articles of Incorporation, as well as in the Luxembourg law dated 10 August 1915 as amended from time to time on commercial companies, shall apply to such meetings.

Art. 18. Functioning of shareholders' meetings. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share, regardless of the class to which it belongs, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission. Fractions of shares are not entitled to a vote.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by simple majority of those present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Further, the shareholders of each class separately will deliberate and vote (subject to the conditions of quorum and majority voting as provided by law) on the following items:

1. affectation of the net profits of their class; and
2. resolutions affecting the rights of the shareholders of one class vis-à-vis of the other classes.

Art. 19. Notice to the general shareholders' meetings. Shareholders shall meet upon call by the board of directors. To the extent required by law, the notice shall be published in the Mémorial of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the board of directors may decide.

6. Management of the company

Art. 20. Management. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three (3) members who need not to be shareholders of the Company.

One (1) director (the "Class A Director") will be appointed amongst a list of candidates set out by AXA Konzern AG; such director will benefit from a specific veto right as described in Article 26 below.

The other directors of the Company will be qualified as Class B directors (the "Class B Directors").

Art. 21. Duration of the functions of the directors, Renewal of the board of directors. The directors shall be elected by the general shareholders' meeting for a period not exceeding six years and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy on a provisional basis until the next general meeting of shareholders.

Art. 22. Committee of the board of directors. The board of directors shall choose from among its members a managing director, and may choose from among its members one or more vice-managing directors. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

Art. 23. Meetings and Deliberations of the board of directors. The board of directors shall meet upon call by the managing director, or if any two of its members so require or if the Class A Director so requires. The agenda for any meeting of the board of directors is set by the person that convenes such meeting.

The managing director shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director by a majority vote to preside at such meetings. For general meetings of shareholders and in the case no director is present, any other person may be appointed as managing director.

The board of directors may from time to time appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least three (3) days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. Whenever any of the abovementioned reserved matters is on the agenda of a meeting, written notice shall be given to all directors at least five (5) business days in advance of the hour set for such meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meetings of the board of directors by appointing, in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission, another director as his proxy. One director may replace several other directors.

Any director who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Directors may not bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least fifty per cent of the directors are present or represented at a meeting of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. The managing director shall have the casting vote.

Resolutions signed by all members of the board of directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and

may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmission and similar means. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the board.

Art. 24. Minutes. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the managing director, or in his absence, by the managing director pro-tempore who presides at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such managing director, or by the secretary, or by two (2) directors.

Art. 25. Engagement of the Company vis-à-vis third persons. The Company shall be engaged by the signature of two (2) members of the board of directors or by the individual signature of any duly authorised director or officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 26. Powers of the board of directors. The board of directors determines the general orientation of the management and of the investment policy, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always in application of the principle of risk diversification.

The Class A Director (i) can request any items of the reserved matters listed below to be put on the agenda of a meeting of the board of directors and (ii) will have a veto right at any meeting of the board of directors on the list of reserved matters listed below:

- Exercise of the rights attached to the portfolio funds' securities and coinvestment's securities;
- (i) Investment policy decisions at the level of the Company for (a) the funds in which the Company has invested and (b) co-investments (in particular any decisions relating to investment, divestment or borrowing) and (ii) decisions relating to the financing of any investment to be made in funds and/or coinvestments by the Company;
- Appointment and revocation by the Company of service providers which are affiliated to AXA Investment Managers Private Equity Europe SA (a French société anonyme with its registered office located at 20 place Vendôme in Paris (France) and registered with the Paris Trade and Companies Register (Registre du Commerce et des Sociétés de Paris) under number B 403 201 882) ("AXA PEE");
- Appointment by any above-mentioned service providers which is affiliated to AXA PEE of agents acting in the name of the Company under the services agreements;
- Delegation by the above-mentioned service provider affiliated to AXA PEE of its duties under the relevant services agreement to any third party (excluding affiliates of AXA PEE);
- Any amendment to existing services agreements entered into by the Company;
- Any amendment to the private placement memorandum of the Company;
- Any proposal of the board of directors of the Company to the general meeting of shareholders of the Company to amend the articles of incorporation of the Company;
- Decision to call for capital or to effect a repurchases of shares at the level of the Company.

The board of directors will need to obtain the approval of the Class A Director on the reserved matters listed above. Before any of the abovementioned reserved matters can be put on the agenda of a meeting of the Board of directors, and therefore before any convening notice is sent to the members of the Board of directors, the person that is willing to convene a meeting of the Board will submit, at least five (5) days before any convening notice is sent to the members of the Board of directors, (except in cases the Class A Director would accept a shorter notice), the draft agenda to the Class A Director and take into account, insofar as the reserved matters listed above are concerned, any comments the Class A Director may have on this draft agenda.

Art. 27. Interest. No contract or other transaction which the Company and any other corporation or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company are interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any position, relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the AXA group, its subsidiaries and associated companies or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 28. Indemnification of the directors. The Company shall indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonable incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 29. Allowances to the board of directors. The general meeting of shareholders may allow the members of the board of directors, as remuneration for services rendered, a fixed annual sum, as directors' remuneration, such amount being carried as general expenses of the Company and which shall be divided at the discretion of the board of directors among themselves.

Furthermore, the members of the board of directors may be reimbursed for any expenses engaged in on behalf of the Company insofar as they are reasonable.

The remuneration of the managing director or the secretary of the board of directors as well as those of the general manager(s) and officers shall be fixed by the board.

Art. 30. Advisor, Fund managers, Custodian and Other contractual parties. The Company may enter into an investment advisory agreement in order to be advised and assisted while managing its portfolio, as well as enter into investment management agreements with one or more fund managers.

In addition, the Company shall enter into service agreements with other contractual parties, for example an administrative and corporate agent to fulfil the role of "administration central" as defined in the Institut Monétaire Luxembourgeois Circular 91/75 of 21 January 1991.

The Company shall enter into a custody agreement with a bank (hereinafter referred to as the "Custodian") which shall satisfy the requirements of the Law of 13 February 2007. All transferable securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire the board of directors shall use their best endeavours to find another bank to be Custodian in place of the retiring Custodian and the board of directors shall appoint such bank as Custodian. The board of directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor Custodian shall have been appointed in accordance with these provisions to act in the place thereof.

7. Auditor

Art. 31. Auditor. The operations of the Company and its financial situation including particularly its books shall be supervised by an auditor ("réviseur d'entreprise agréé") who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to respectability and professional experience and who shall perform the duties foreseen by the Law of 13 February 2007. The auditors shall be elected by the general meeting of shareholders.

8. Annual accounts

Art. 32. Annual accounts, Accounting year. The shareholders shall be provided with the audited annual financial statements of the Company within one hundred twenty (120) days following the end of the accounting year of the Company.

The accounting year of the Company shall begin on 1 January in each year and shall terminate on 31 December of the same year, excepted the first accounting year which shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31 December 2011.

Art. 33. Profit balance. At the annual general meeting of shareholders, the shareholders of each class shall determine, at the proposal of the board of directors, whether, and if so the amount thereof, distributions are to be made to the shareholders of the Company, within the limits prescribed by the Law of 13 February 2007.

Interim distributions may, subject to such further conditions as set forth by law and subject to the decision of the board of directors, be paid out on shares.

Moneys available for distributions to the shareholders of the Company which are not claimed within a period of five (5) years starting from their payment date will become foreclosed for their beneficiaries and will return to the Company.

In order to repay to the investor the proceeds of sales of any underlying assets and/or other income which will not be subject to a further investment, the board of directors may, instead of either proposing a dividend payment to the general meeting of shareholders or making an interim payment on dividends, decide to redeem shares or fractions thereof in accordance with the terms of Article 12.2 above. The board of directors is authorised to make in-kind distributions/ payments of securities of portfolio companies with the consent of the shareholders.

9. Dissolution and Liquidation

Art. 34. Dissolution and Liquidation of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution taken by the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements as defined in Article 18 hereof.

Whenever the capital falls below two thirds of the minimum capital as provided by the Law of 13 February 2007, the board of directors has to submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting of shareholders. The general meeting for which no quorum shall be required shall decide on simple majority of the votes of the shares presented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to the general meeting of shareholders whenever the capital falls below one quarter of the minimum capital as provided by the Law of 13 February 2007. In such event the general meeting shall be held without quorum requirements and the dissolution may be decided by the shareholders holding one quarter of the votes present or represented at that meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one quarter of the legal minimum as the case may be.

The issue of new shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the general shareholders' meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

One or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) shall be appointed by the general meeting of shareholders, which shall as well determine their powers and their compensation, to realise the assets of the Company, subject to the supervision of the relevant supervisory authority in the best interests of the shareholders.

The proceeds of the liquidation, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each class in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse des Consignations in Luxembourg. If these amounts were not claimed before the end of a period of five (5) years, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed any more.

Art. 35. Termination of a class of shares. The directors may decide at any moment the termination of any class of shares. In the case of termination of a class of shares, the shareholders will see their shares compulsorily redeemed for cash at the net asset value per share determined on the day on which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant class of shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the redemption operations.

Any request for subscription for shares of such class of shares shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, of the relevant class of shares.

Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian of the Company for a period of six (6) months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares will be cancelled by the Company.

Art. 36. Expenses borne by the Company. Each of the Custodian, the Paying Agent and the Corporate Agent are entitled to receive fees out of the assets of the Company, pursuant to the relevant agreements between each of them and the Company and in accordance with customary banking practice. In addition, reasonable disbursements and out-of-pocket expenses incurred by such parties are charged to the Company as appropriate.

The Company will also bear all other expenses incurred in the operation of the Company which include, without limitation, fees payable to investment advisors, consultants or managers (if any), taxes, expenses for legal and auditing services, due diligence costs, office and personal costs, costs of any intermediary company, payments due to the investment structures or direct investments (e.g. in relation to management fees and capital calls), cost of any proposed listings, maintaining such listings, printing share certificates, shareholders' reports, prospectuses, reasonable marketing and advertising expenses, costs of preparing, translating and printing in different languages, all reasonable out-of-pocket expenses of the directors, shareholder's travelling costs to the general meetings of the Company, registration fees and other expenses payable to supervisory authorities in any relevant jurisdictions, insurance costs, interest, brokerage costs and the costs of publications.

The formation expenses of the Company will be borne by the Company and will not be written off.

The Company bears all its running costs as foreseen in Article 11 hereof.

Art. 37. Amendment of the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 38. General provisions. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law dated 10 August 1915 as amended from time to time on commercial companies, the Law of 13 February 2007 and any other applicable law."

Third resolution

The general meeting of shareholders resolved to appoint Mr. Marcus THIEL, born on 5 March 1975 in Berlin, Germany, with professional address at Colonia-Allee 10-20, D-51067 Köln, Germany, as Class A Director for a period ending at the annual general meeting which will approve the annual accounts as at 31 December 2016.

The general meeting of shareholders resolved to confirm that the other directors currently in office, i.e. Julien ALEX, Manuel HAUSER, Olivier DECANNIÈRE and Vincent GOMBAULT, shall be qualified as Class B Directors.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders resolved that the foregoing resolutions will be conditional and effective upon the closing of the acquisition by Holding PE SAS of a majority of the shares in AXA Investment Managers Private Equity S.A.

The general meeting of shareholders resolved that the appointment of Mr. Marcus Thiel will be conditional upon the approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

The general meeting of shareholders further resolved to delegate all powers to each director of the Company, acting individually and with power of substitution, to acknowledge the satisfaction or non-satisfaction of the above mentioned conditions precedent.

The general meeting of shareholders further resolved to delegate all powers to each director of the Company and to any lawyer at Linklaters LLP, Luxembourg, acting individually and with power of substitution, to have the effectiveness or non-effectiveness of the foregoing resolutions recorded in a notarial deed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,500.-.

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English only.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Signé: Stéfanie FABER, Katja SCHNEIDER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 02 octobre 2013. Relation GRE/2013/3993. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013146509/626.

(130179435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Halsey Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 375.000,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 79.579.

In the year two thousand and thirteen, on the ninth day of October.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Halsey Group S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 174, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, having a share capital of EUR 375,000, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 79.579 (the Company). The Company was incorporated on 14 December 2000 pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 545 of 18 July 2001. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time by a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, dated 24 January 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - N° 305 of 4 February 2012.

There appeared:

I. Christophe Gammal, with address at 35, rue des Merisiers, L-8253 Mamer, hereby represented by Mr Raymond THILL, "maître en droit", residing in Luxembourg, by virtue of a special power of attorney given under private seal.

II. Gems Trustees Limited, as trustee of Griffin Trust, having its registered office at Nerine House, St. George's Place, St Peter Port, Guernsey GY1 6GT,

hereby represented by Mr Raymond THILL, "maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a special power of attorney given on under private seal.

The appearing parties referred to under item I. and II. above are the current shareholders of the Company and are hereinafter referred to as the Shareholders.

The special powers of attorney from the appearing parties, after having been signed ne varietur by the above persons duly authorised by the Shareholders as well as by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Meeting has requested the undersigned notary to record the following:

I. The Shareholders hold all the 15,000 (fifteen thousand) shares with a nominal value of EUR 25.- (twenty-five Euro) each in the share capital of the Company.

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices;
2. Amendment to the corporate objet of the Company and subsequent amendment to article 2 of the articles of association of the Company; and
3. Miscellaneous.

III. The Meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders represented at the Meeting considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to amend article 2 of the Articles and to add a new point 2.4, and as a result article 2.4 of the Articles shall read as follows:

" **2.4.** The Company may furthermore carry out administrative services to other legal entities in the meaning of article 29-2 of the amended law of 5 April 1993 relating to the financial sector, and to carry out transfer agent and registrar agent services in the meaning of article 25 of amended law of 5 April 1993 relating to the financial sector."

Estimates of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand two hundred Euro (EUR 1,200.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le neuf octobre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Halsey Group S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 174, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 375,000, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.579 (la Société). La Société a été constituée le 14 décembre 2000 en vertu d'un acte de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, et publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, N° 545 du 18 Juillet 2001. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprise et pour la dernière fois par un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, passé le 24 janvier 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 305 du 4 février 2012.

Ont comparu:

I. Christophe Gammal, avec adresse au 35, rue des Merisiers, L-8253 Mamer;

ci-après représentée par Monsieur Raymond THILL, maître en droit, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration accordée sous seing privé.

II. Gems Trustees Limited, as trustee of Griffin Trust, ayant son siège social à Nerine House, St. George's Place, St Peter Port, Guernsey GY1 6GT,

ci-après représentée par Monsieur Raymond THILL, maître en droit, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration accordée sous seing privé.

Les parties comparantes mentionnées aux points I. et II. ci-dessus sont les associés actuels de la Société et sont désormais désignés comme les Associés.

Les procurations des parties comparantes, après avoir été signées ne varietur par les mandataires des Associés ainsi que par le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Assemblée a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. que les Associés détiennent l'intégralité des 15.000 (quinze mille) parts sociales ayant une valeur nominale de 25,- EUR (vingt-cinq Euros) chacune dans le capital social de la Société.

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Modification de l'objet social de la Société, et modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société; et
3. Divers.

III. Que l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les Associés représentés à la présente Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 2 des Statuts, et ajout d'un point 2.4 et par conséquent l'article 2.4 des Statuts aura la teneur suivante:

" **2.4.** La société aura pour objet de rendre des services administratifs à d'autres entités au sens de l'article 29-2 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, et de rendre des services d'agent de transfert et d'agent teneur de registre au sens de l'article 25 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier."

Estimation des frais

Les dépenses, frais, coûts, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés à une valeur approximative de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle anglais, reconnaît qu'à la requête des parties comparantes ci dessus, le présent acte a été rédigé en anglais, suivi d'une version française, et qu'à la requête de ces mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire des parties comparantes, le mandataire a signé ensemble avec le notaire instrumentaire l'original du présent acte.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 octobre 2013. LAC/2013/46467. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146128/116.

(130178470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2013.

ASO Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.517,03.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 154.631.

In the year two thousand and thirteen, the eleventh day of October before us, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of ASO Lux 2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 154.631 (the Company), incorporated pursuant to

a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 23 July 2010, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1878 of 13 Septembre 2010. The articles of association have been amended several times and for the last time by a deed of Maître Henri Beck, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on September 9, 2013, not yet published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

There appeared:

ALCHEMY SPECIAL OPPORTUNITIES FUND II L.P., a Guernsey limited partnership registered under number 1316, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, acting through its general partner, ASO (GP) II L.P., a Guernsey limited partnership registered under number 1314, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, itself acting through its general partner, ASO (GP) II LIMITED, a Guernsey limited company registered under number 51954, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands (the Sole Shareholder);

represented by Pedro Reis da Silva, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

I. The Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of one eurocent (EUR 0.01) in order to bring the share capital from its present amount of twelve thousand five hundred eighteen euros and two euro cent (EUR 12,518.02), represented by one million two hundred fifty-one thousand eight hundred and two (1,251,802) shares in registered form with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each, to twelve thousand five hundred eighteen euros and three eurocent (EUR 12,518.03), represented by one million two hundred fifty-one thousand eight hundred and three (1,251,803) shares in registered form with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each, by way of the issue of one (1) new ordinary share, having a nominal value of one eurocent (EUR 0.01).

2. Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 1 above by way of a contribution in kind.

3. Decrease of the share capital of the Company from the amount of twelve thousand five hundred eighteen euros and three eurocent (EUR 12,518.03), represented by one million two hundred fifty-one thousand eight hundred and three (1,251,803) shares in registered form with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each to twelve thousand five hundred seventeen euros and three eurocent (EUR 12,517.03), represented by one million two hundred fifty-one thousand seven hundred and three (1,251,703) shares in registered form with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each by way of redemption and subsequent cancellation of all one hundred (100) Class K Tracker Shares (as defined in the articles of association of the Company), with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each.

4. Subsequent amendment to article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the changes adopted under item 1. and 3. above.

5. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting under his/her sole signature, to proceed on behalf of the Company to (i) the registration of the newly issued share; and (ii) the cancellation of the redeemed and cancelled shares in the register of shareholders of the Company and to see to any related formalities (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities).

6. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase of the share capital of the Company by an amount of one eurocent (EUR 0.01) in order to bring the share capital from its present amount of twelve thousand five hundred eighteen euros and two eurocent (EUR 12,518.02), represented by one million two hundred fifty-one thousand eight hundred and two (1,251,802) shares in registered form with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each, to twelve thousand five hundred eighteen euros and three eurocent (EUR 12,518.03), represented by one million two hundred fifty-one thousand eight hundred and three (1,251,803) shares in registered form with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each, by way of the issue of one (1) new ordinary share, having a nominal value of one eurocent (EUR 0.01).

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, declares to subscribe to one (1) new ordinary share, having a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) and to fully pay it by way of a contribution in kind consisting of a receivable in the amount of forty-seven thousand one hundred sixty-four euros and twenty-five eurocent (EUR 47,164.25-) being the equivalent in euros of forty thousand British pounds (GBP 40,000.-) based on the exchange rate EUR/GBP (EUR 1 = GBP 0,8481) posted on the website of the European Central Bank as at October 10, 2013) that the Sole Shareholder holds against the Company (the Fund Receivable). The contribution of the Fund Receivable is to be allocated as follows:

1. one eurocent (EUR 0.01) to the share capital account of the Company; and
2. forty-seven thousand one hundred sixty-four euros and twenty-four eurocent (EUR 47,164.24-) to the share premium account of the Company connected to the ordinary shares.

The value of the Fund Receivable has been certified to the undersigned notary by a certificate dated as of the date hereof issued by the management of the Sole Shareholder and the Company in respect of the Fund Receivable which states in essence that:

1. the Sole Shareholder holds the Fund Receivable against the Company;
2. based on generally accepted accountancy principles, the value of the Fund Receivable contributed to the Company is at least forty thousand British pounds (GBP 40,000) or the equivalent amount in euros; and
3. the Fund Receivable is certain and due for payment without deduction (certain, liquide et exigible) and transferable.

Such certificate of the Company, after signature ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to redeem and cancel all one hundred (100) Class K Tracker Shares (as defined in the articles of association of the Company), with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each, and, consequently, to decrease the share capital of the Company from its amount of twelve thousand five hundred eighteen euros and three eurocent (EUR 12,518.03), represented by one million two hundred fifty-one thousand eight hundred and three (1,251,803) shares in registered form with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each to twelve thousand five hundred seventeen euros and three eurocent (EUR 12,517.03), represented by one million two hundred fifty-one thousand seven hundred and three (1,251,703) shares in registered form with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each.

Third resolution

As a result of the above resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

" 5.1. The Company's share capital is fixed at twelve thousand five hundred seventeen euros and three eurocent (EUR 12,517.03), represented by one million two hundred fifty-one thousand seven hundred and three (1,251,703) shares in registered form with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each (the "Shares"), divided into:

- one hundred (100) class C shares (the "Class C Tracker Shares");
- one hundred (100) class D shares (the "Class D Tracker Shares");
- one hundred (100) class E shares (the "Class E Tracker Shares");
- one hundred (100) class J shares (the "Class J Tracker Shares");
- one hundred (100) class M shares (the "Class M Tracker Shares");
- one hundred (100) class N shares (the "Class N Tracker Shares");
- one hundred (100) class O shares (the "Class O Tracker Shares");
- one hundred (100) class P shares (the "Class P Tracker Shares");
- one hundred (100) class R shares (the "Class R Tracker Shares");
- one hundred (100) class S shares (the "Class S Tracker Shares");
- one hundred (100) class T shares (the "Class T Tracker Shares");
- one hundred (100) class U shares (the "Class U Tracker Shares");
- one hundred (100) class V shares (the "Class V Tracker Shares");
- one hundred (100) class W shares (the "Class W Tracker Shares");
- one hundred (100) class X shares (the "Class X Tracker Shares");
- one hundred (100) class Y shares (the "Class Y Tracker Shares");
- one hundred (100) class Z shares (the "Class Z Tracker Shares"); and
- one million two hundred fifty thousand and three (1,250,003) ordinary shares."

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting under his/her sole signature, to proceed on behalf of the Company to (i) the registration of the newly issued share; and (ii) the cancellation of the redeemed and cancelled shares in the register of shareholders of the Company and to see to any related formalities (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities).

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately nine hundred Euro (EUR 900.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Echternach, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le onzième jour du mois d'octobre, par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de ASO Lux 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est située au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.631 (la Société). La Société a été constituée suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 23 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 13 septembre 2010 sous le numéro 1878. Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant un acte reçu de Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 9 septembre 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A comparu:

ALCHEMY SPECIAL OPPORTUNITIES FUND II L.P., une société (limited partnership) immatriculée à Guernesey sous le numéro 1316, dont le siège social se situe au Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, îles Anglo-Normandes, agissant par le biais de son associé commandité, ASO (GP) II L.P., une société (limited partnership) immatriculée à Guernesey sous le numéro 1314, dont le siège social se situe au Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, îles Anglo-Normandes, elle-même agissant par le biais de son associé commandité, ASO (GP) II LIMITED, une société (limited partnership) immatriculée à Guernesey sous le numéro 51954, dont le siège social se situe au Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, îles Anglo-Normandes (l'Associé Unique);

ici représenté par Pedro Reis da Silva, avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme précisé ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé de la manière suivante:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de un centime d'euro (EUR 0,01) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cent dix-huit euros et deux centimes (EUR 12.518,02) représenté par un million deux cent cinquante et un mille huit cent deux (1.251.802) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à douze mille cinq cent dix-huit euros et trois centimes (EUR 12.518,03) représenté par un million deux cent cinquante et un mille huit cent trois (1.251.803) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, par l'émission de une (1) nouvelle part sociale ordinaire, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

2. Souscription et libération de l'augmentation de capital social décrite au point 1. ci-dessus par un apport en nature.

3. Diminution du capital social de la Société de son montant de douze mille cinq cent dix-huit euros et trois centimes (EUR 12.518,03) représenté par un million deux cent cinquante et un mille huit cent trois (1.251.803) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à douze mille cinq cent dix-sept euros et trois centimes (EUR 12.517,03) représenté par un million deux cent cinquante et un mille sept cent trois (1.251.703) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, par voie de rachat et d'annulation de toutes les cent (100) Parts Sociales Traçantes K (telles que définies dans les statuts de la Société), d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

4. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter les modifications du capital social telles que décrites aux points 1. et 3. ci-dessus.

5. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à (i) l'inscription de la part sociale nouvellement émise; et (ii) procéder pour le compte de la Société à la radiation des parts rachetées et annulées dans le registre des associés de la Société et pour accomplir toutes les formalités y relatives (y

compris en tout état de cause, le dépôt et la publication des documents auprès des autorités luxembourgeoises concernées); et

6. Divers.

I. L'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de un centime d'euro (EUR 0,01) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cent dix-huit euros et deux centimes (EUR 12.518,02) représenté par un million deux cent cinquante et un mille huit cent deux (1.251.802) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à douze mille cinq cent dix-huit euros et trois centimes (EUR 12.518,03) représenté par un million deux cent cinquante et un mille huit cent trois (1.251.803) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, par l'émission de une (1) nouvelle part sociale ordinaire, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à une (1) nouvelle part sociale ordinaire, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01), et de la libérer totalement par un apport en nature d'une créance d'un montant total de quarante sept mille cent soixante quatre euros et vingt cinq centimes d'euro (EUR 47.164,25-) (soit l'équivalent de quarante mille livres Sterling (GBP 40.000,-) sur base du taux de change EUR/GBP (EUR 1 = GBP 0.8481) publié sur le site de la Banque Centrale Européenne au 10 octobre 2013, que l'Associé Unique détient envers la Société (la Créance). L'apport de la Créance sera affecté de la manière suivante:

1. un centime d'euro (EUR 0,01) sera alloué au compte du capital social de la Société; et
2. quarante sept mille cent soixante quatre euros et vingt quatre centimes d'euro (EUR 47.164,24-) seront alloués au compte de prime d'émission de la Société lié aux parts sociales ordinaires.

La valeur de la Créance a été certifiée au notaire instrumentant par un certificat concernant la Créance émis en date des présentes par la gérance de l'Associé Unique et la Société dont le contenu est en substance le suivant:

1. l'Associé Unique détient la Créance envers la Société;
2. sur base des principes comptables généralement acceptés, la Créance apportée à la Société est évaluée à au moins quarante mille livres Sterling (GBP 40.000) ou son équivalent en euros; et
3. la Créance est certaine, liquide et exigible à sa date de maturité sans déduction et cessible.

Ledit certificat, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de racheter et annuler toutes les cent (100) Parts Sociales Traçantes K (telles que définies dans les statuts de la Société), d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et, par conséquent, de diminuer le capital social de la Société de son montant de douze mille cinq cent dix-huit euros et trois centimes (EUR 12.518,03) représenté par un million deux cent cinquante et un mille huit cent trois (1.251.803) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à douze mille cinq cent dix sept euros et trois centimes (EUR 12.517,03) représenté par un million deux cent cinquante et un mille sept cent trois (1.251.703) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent dix sept euros et trois centimes (EUR 12.517,03) représenté par un million deux cent cinquante et un mille sept cent trois (1.251.703) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune (les «Parts Sociales»), divisées en:

- cent (100) parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales Traçantes C»);
- cent (100) parts sociales de catégorie D (les «Parts Sociales Traçantes D»);
- cent (100) parts sociales de catégorie E (les «Parts Sociales Traçantes E»);
- cent (100) parts sociales de catégorie J (les «Parts Sociales Traçantes J»);
- cent (100) parts sociales de catégorie M (les «Parts Sociales Traçantes M»);
- cent (100) parts sociales de catégorie N (les «Parts Sociales Traçantes N»);
- cent (100) parts sociales de catégorie O (les «Parts Sociales Traçantes O»);
- cent (100) parts sociales de catégorie P (les «Parts Sociales Traçantes P»);
- cent (100) parts sociales de catégorie R (les «Parts Sociales Traçantes R»);

- cent (100) parts sociales de catégorie S (les «Parts Sociales Traçantes S»);
- cent (100) parts sociales de catégorie T (les «Parts Sociales Traçantes T»);
- cent (100) parts sociales de catégorie U (les «Parts Sociales Traçantes U»);
- cent (100) parts sociales de catégorie V (les «Parts Sociales Traçantes V»);
- cent (100) parts sociales de catégorie W (les «Parts Sociales Traçantes W»);
- cent (100) parts sociales de catégorie X (les «Parts Sociales Traçantes X»);
- cent (100) parts sociales de catégorie Y (les «Parts Sociales Traçantes Y»);
- cent (100) parts sociales de catégorie Z (les «Parts Sociales Traçantes Z»); et
- un million deux cent cinquante mille et trois (1.250.003) parts sociales ordinaires.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donné à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, de procéder pour le compte et au nom de la Société à (i) l'inscription de la part sociale nouvellement émise; et (ii) procéder pour le compte de la Société à la radiation des parts rachetées et annulées dans le registre des associés de la Société et pour accomplir toutes les formalités y relatives (y compris en tout état de cause, le dépôt et la publication des documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes).

Evaluation des frais

Les dépenses coûts, honoraires et charges de toute sorte qui incombent à la société du fait du présent acte s'élèvent approximativement à neuf cents Euros (EUR 900.-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: P. REIS DA SILVA, Henri BECK

Enregistré à Echternach, le 16 octobre 2013. Relation: ECH/2013/1895. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 18 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146496/262.

(130179133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Noalin Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 173.545.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of September,

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Galleo Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 65 boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 173.543

here represented by Régis Galiotto, Notary Clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under a private seal established on September 25th, 2013.

Said power of attorney signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of modification of the articles of association (the "Articles").

Such appearing person, represented by its proxyholder, has requested the notary to state as follows:

I. That the appearing person is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Noalin Investments S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company having its registered office at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies

(Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 173.545 and incorporated by a deed of Maître Jean Seckler, notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, on December 4, 2012, published in the Mémorial, Recueil Spécial C number 235 on January 31, 2013, (the "Company").

II. That the corporate purpose of the Company should be modified in order to let the Company pursuing a new commercial activity such as acquiring and/or using an aircraft in order to supply services of international transport of persons within the limit of any granted authorizations..

III. That the agenda of the meeting is the following:

1. Amendment to the article 3 of the articles of association of the Company;
2. Miscellaneous.

IV. That the sole Shareholder declares that it has full knowledge of the agenda prior to the present meeting and agrees to waive the notice requirement so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

V. That after the foregoing has been approved, the Sole Shareholder resolved to take the following resolution:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the article 3 of the Articles, which shall henceforth be read as follows:

"The main purpose of the Company is the supply of transport of persons by aircraft operating mainly for reward chiefly on international routes within the limit of any granted authorizations.

Besides, the purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group. It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes."

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the French version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the appearing persons, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-cinq septembre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Galleo Investments S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.543.

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 septembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter comme suit:

I. Que le comparant, précité, est actuellement l'associée unique (l'«Associé Unique») de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de Noalin Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331, Grand-duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.545 et constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Jean Seckler en date du 4 décembre 2013, publié au Mémorial Recueil Spécial C, le 31 janvier 2013, sous le numéro 235 (la «Société»).

II. Que l'objet social de la Société doit être modifié de manière à lui permettre de poursuivre une nouvelle activité commerciale qui consiste à acquérir et/ou jouir de la mise à disposition d'un avion dans le but de réaliser des prestations de transport international de personnes dans la limite des autorisations délivrées.

III. Que l'Associé Unique déclare qu'il a eu pleinement connaissance de l'ordre du jour avant la tenue de la présente réunion et déclare renoncer à l'exigence d'un préavis et que par conséquent, l'assemblée peut valablement débattre des différents sujets figurant à l'ordre du jour.

IV. Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

1. Modification de l'article 3 des statuts de la Société;
2. Divers.

V. Que sur base de l'ordre du jour, l'Associée Unique prend la résolution suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 3 des statuts, lequel aura désormais la teneur suivante:

«L'objet principal de la société est d'acquérir et de détenir un avion utilisé essentiellement en vue de pratiquer un trafic international rémunéré, dans la limite des autorisations délivrées.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ mille cinq cents Euros (EUR 1.500.-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 octobre 2013. Relation: LAC/2013/45007. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146241/117.

(130178802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Batevilas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4132 Esch-sur-Alzette, 7, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 180.978.

— STATUTS

L'an deux mil treize, le onze octobre.

Par devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Mario José GADELHO MENDES, gérant de société, né à Figueira Da Foz (P) le 18 mars 1956, demeurant à L-4326 Esch-sur-Alzette, 33, rue de Stalingrad.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser un acte d'une société à responsabilité limitée, qu'il déclare constituer pour son compte et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «BATEVILAS Sàrl».

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Esch-sur-Alzette.

Il pourra être transféré en toute autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associés.

La société pourra ouvrir des agences ou succursales dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. La durée de la société est illimitée. Elle pourra être dissoute conformément à la loi.

Art. 4. La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, l'achat, la vente, l'échange, la promotion, la mise en valeur, la rénovation, tant pour son propre compte que pour compte de tiers, de tous biens immobiliers.

La société a également pour objet la réalisation, dans le domaine de l'immobilier, de travaux de peintures, décorations, plâtres et de façades, ainsi que les métiers de carreleur, marbrier et tailleur de pierres.

En général, la société pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières qui se rapportent directement ou indirectement à son objet social et qui seraient de nature à en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (125.-EUR) chacune. Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces par l'associé unique Monsieur Mario José GADELHO MENDES prénommé, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

La propriété des parts sociales résulte des présentes statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que du consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Dans le même cas, elles ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants à nommer par l'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale, qui fixent leurs pouvoirs.

Art. 8. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 9. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 10. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer. Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé participe aux décisions collectives, quel que soit le nombre de voix proportionnellement au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 11. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. Chaque année au 31 décembre il sera dressé un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales,

- le solde restant est à libre disposition des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 13. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou d'un associé n'entraîneront pas la dissolution de la société.

Art. 14. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommé(s) par l'associé unique ou par l'assemblée des associés.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif. L'actif après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils sont propriétaires.

Art. 15. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, il est fait référence aux dispositions légales en vigueur.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de 900.-EUR

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social de la société est établi à L-4132 Esch-sur-Alzette, 7, Grand-Rue,

2.- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée

Monsieur Mario José GADELHO MENDES, gérant de société, né à Figueira Da Foz (P) le 18 mars 1956, demeurant à L-4326 Esch-sur-Alzette, 33, rue de Stalingrad.

Vis-à-vis des tiers, la société sera valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.

3.- Le gérant unique préqualifié pourra nommer un ou plusieurs agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Gadelho Mendes, Anja Holtz.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 11 octobre 2013. - EAC/2013/13320. - Reçu soixante-quinze euros = 75 €.-

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16 octobre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013146546/99.

(130179620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Act II Capital, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 159.524.

Radiation

Le notaire soussigné, Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Redange-sur-Attert certifie qu'en date du 21 juin 2013; s'est tenue par-devant lui une assemblée générale extraordinaire de la société à investissement à capital variable dénommée ACT II CAPITAL ("la SICAV") avec son siège social au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, constituée en date du 11 mars 2011 et immatriculée au Luxembourg Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 159 524 et notamment celle du seul et unique compartiment dénommé ACT II CAPITAL - SPECIALIST EQUITIES FUND;

- Que cette assemblée a décidé de la fusion dudit compartiment (le Compartiment Absorbé) avec un compartiment de la société d'investissement à capital variable dénommée "SERVICED PLATFORM" (la "Société Absorbante") grâce à la contribution de tous les actifs et passifs du Compartiment Absorbé à un Compartiment de la Société Absorbante en contrepartie d'actions nouvelles à être émises par la Société Absorbante aux actionnaires du Compartiment Absorbé correspondant au nombre d'actions qu'ils détenaient dans le Compartiment Absorbé conformément au plan de fusion

du 5 juin 2013; fusion telle que définie à l'article 1, (20), a) de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la loi de 2010);

- Que l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'approuver la fusion en vertu de l'article 23.7 des statuts de la SICAV avec effet à compter du 1^{er} août 2013;

- Qu'après l'autorisation approuvée de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (la "CSSF") un avis a été donné aux actionnaires du Compartiment Absorbé conformément à l'article 72 de la loi de 2010 pour les informer sur leur droit de demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais pendant une période d'au moins trente jours;

- Que PricewaterhouseCoopers, Société coopérative (le vérificateur de la Société) a publié un rapport sur la fusion conformément à l'article 71 de la loi 2010.

- Que suite à la fusion et en contrepartie de la cession des actifs et passifs du Compartiment Absorbé à la Société Absorbante:

(i) toutes les actions nouvellement émises de la Société Absorbante ont été reçues par les actionnaires du Compartiment Absorbé en proportion des actions détenues dans le Compartiment Absorbé et

(ii) toutes les actions du Compartiment Absorbé ont été automatiquement annulées et

(iii) les actionnaires du Compartiment Absorbé sont devenus les actionnaires de la Société Absorbante à partir du 1^{er} août 2013;

- Qu'étant donné que le Compartiment Absorbé était le seul compartiment de la SICAV Absorbée et qu'une SICAV à compartiments multiples ne peut subsister sans compartiments, la SICAV dénommée ACT II CAPITAL SICAV se trouve sans substance;

- Que l'article 181 (6) de la loi de 2010 prévoit expressément dans sa seconde phrase que "seule la liquidation du dernier compartiment de l'OPC entraîne la liquidation de l'OPC au sens de l'article 145 (1) de la présente loi"; ce dernier article concerne la liquidation non judiciaire d'un OPC;

- Qu'au vu de ce qui précède il y a lieu de constater qu'il faut appliquer les mêmes conséquences que pour la liquidation non judiciaire d'une société d'investissement à capital variable, dont le seul compartiment vient d'être absorbé, et qu'elle doit se trouver donc dissoute sans liquidation.

- La dissolution sans liquidation de la SICAV ACT II CAPITAL est partant la conséquence directe et automatique de l'apport de son compartiment unique à la Société Absorbante alors même que ceci n'a pas été expressément constaté dans l'assemblée générale extraordinaire du 21 juin 2013 en langue anglaise en conformité avec la loi du 17 décembre 2010, décidant de la fusion du Compartiment Absorbé et dont le contenu était le suivant:

Minutes of the extraordinary general meeting of the shareholders of ACT II Capital - ACT II Specialist equities fund held at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg on 21 June 2013 Me Cosita Delvaux N° 540

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first of June.

Before Us, Maître Cosita Delvaux, notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the sub-fund Act II Capital - Act II Specialist Equities Fund (the Meeting) (the Sub-fund), a sub-fund of Act II Capital, a Luxembourg société d'investissement à capital variable, with its registered office at 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (the Company), incorporated on 11 March 2011 pursuant to a notary deed recorded by Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 159 524 and whose articles of incorporation have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 22 March 2011, number 530.

The Meeting is opened at 14.00 p.m. with Mrs Alexandra SCHMITT, private employee, residing professionally in Luxembourg as chairman. The chairman appoints Mrs Marie BERNOT, private employee, residing professionally in Luxembourg, as secretary of the Meeting. The Meeting elects Mrs Christelle VAUDEMONT, private employee, residing professionally in Luxembourg, as scrutineer of the Meeting. The chairman, the secretary and the scrutineer are collectively referred to hereafter as the Members of the Bureau or as the Bureau.

The Bureau having thus been constituted, the chairman requests the notary to record that:

the shareholders present or represented at the Meeting and the number of shares which they hold are recorded in an attendance list, which will remain attached to these minutes and which will be signed by the holders of powers of attorney who represent the shareholders who are not present and the Members of the Bureau. The said list as well as the powers of attorney will remain attached to these minutes;

it appears from the attendance list that out of 460 177.357 shares,

341 635.883 (74.240%) shares are present or duly represented at the Meeting. The shareholders present or represented declare that they have had due notice of and have been duly informed of the agenda prior to the Meeting;

in accordance with articles 23.7 of the Company's articles of incorporation, decisions of a sub-fund shareholders' meeting regarding the contribution of assets and liabilities of a sub-fund to another undertaking for collective investment are subject to a resolution of the shareholders in the Sub-fund taken with a 50% quorum requirement of the shares in

issue and adopted at a 2/3 (two-third) majority of the shares present or represented and voting. It follows from the above that the relevant quorum requirement is met and that the Meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the points on the agenda;

the agenda of the Meeting is as follows:

decision to approve the merger of the Sub-fund into the sub-fund Serviced Platform S1CAV - Act II UCITS Fund (the Receiving Sub-fund) through the contribution of all assets and liabilities of the Sub-fund to the Receiving Subfund in consideration of new shares to be issued by the Receiving Sub-fund to the shareholders of the Sub-fund corresponding to the number of shares they were holding in the Sub-fund as follows:

Share class of the Merging Sub-fund	Share class of the Receiving Sub-fund
A (USD) (ISIN: LU0610432683)	A (USD) (ISIN: LU0918295766)
B (EUR) (ISIN: LU0610432923)	A (EUR) (ISIN: LU0918295683)
C (GBP) (ISIN: LU0610433491)	A (GBP) (ISIN: LU0918295840)
X1 (EUR) (ISIN: LU0610437211)	X (EUR) (ISIN: LU0918296061)

(the Merger);

decision to approve that the Merger will be effective as of 1 August 2013;

decision to acknowledge that all shareholders will be informed of the results of the Merger by notice shortly after the general meeting and that the shareholders of the Sub-fund will have the right to request the redemption of their shares free of charge in accordance with article 73(1) of the 2010 Act during a period of 30 days following such notice; and

decision to instruct PricewaterhouseCoopers, Société coopérative (the auditor of the Company) to issue a report on the Merger in accordance with article 71 of the Luxembourg act of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the 2010 Act).

After deliberation the Meeting passed the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to approve the Merger.

Second resolution

The Meeting resolves to approve that the Merger will be effective as of 1 August 2013.

Third resolution

The Meeting acknowledges that all shareholders will be informed of the results of the Merger by notice shortly after the general meeting and that the shareholders of the Sub-fund will have the right to request the redemption of their shares free of charge in accordance with article 73(1) of the 2010 Act during a period of 30 days following such notice.

Fourth resolution

The Meeting resolves to instruct PricewaterhouseCoopers, Société coopérative to issue a report on the Merger in accordance with article 71 of the 2010 Act.

There being no further business on the agenda of the meeting, the chairman adjourns the meeting at 4.30 p.m. The undersigned notary, who understands and speaks English, states hereby that at the request of the above appearing persons, this notarial deed is worded only in English in accordance with article 26 of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons. The said persons, known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, signed together with Us, the notary, the present original deed.

- Que la SICAV ACT II CAPITAL a cessé d'exister;

- Qu'il convient de relever que la CSSF a retiré la SICAV ACT II CAPITAL en question depuis le 31 août 2013 de la liste officielle des OPCVM soumis à la partie I de la Loi de 2010.

Au vu de ce qui précède, il y a lieu de radier la société

ACTE II CAPITAL

Société d'Investissement à Capital Variable

Siège social: 5, Allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg: B 159 524

Redange-sur-Attert, le 18 octobre 2013.

Me Cosita Delvaux.

Référence de publication: 2013146446/125.

(130179310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Partico S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 181.098.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-deux octobre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

Madame Michèle SENSI-BERGAMI, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, agissant en sa qualité de mandataire spécial de:

1. Maître Mario DI STEFANO, avocat à la Cour, né le 26 septembre 1960 à Stuttgart (D), demeurant à L-5619 Mondorf-les-Bains, 57, rue John Grün, en vertu d'une procuration datée du 21 octobre 2013.

2. Maître François MOYSE, avocat à la Cour, né le 15 avril 1966 à Luxembourg, demeurant à L-2153 Luxembourg, 36, rue Antoine Meyer, en vertu d'une procuration datée du 21 octobre 2013.

Lesquelles procurations après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des comparants et le notaire instrumentaire resteront annexées au présent acte pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-dessus, ont requis le notaire soussigné de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer et dont ils arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est constitué une société anonyme, sous la dénomination de PARTICO S.A..

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, la société pourra établir des filiales, succursales ou agences aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique à tout autre endroit dans la commune du siège social. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se seront produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations et d'intérêts sous quelque forme que ce soit, par achat, échange, mise en valeur ou de toute autre manière, dans d'autres entreprises et sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la détention, la gestion, le contrôle, la mise en valeur de ces participations. La société peut également procéder au transfert de ces participations par voie de vente, échange ou autrement.

La société peut, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger, réaliser directement ou indirectement toutes opérations liées à des droits et des biens immobiliers y compris et de manière non exhaustive l'acquisition, le développement, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La société peut également constituer, acquérir, mettre en valeur, vendre, échanger ou s'intéresser de toute autre manière à tous brevets, marques de fabrique et autres droits intellectuels et immatériels ainsi qu'à tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter sous toute forme notamment par voie d'émission d'obligations, convertibles ou non, de prêt bancaire ou de compte courant actionnaire, et accorder à ou au profit d'autres sociétés dans lesquelles la société détient ou non un intérêt direct ou indirect, appartenant au même groupe ou liées d'une manière ou d'une autre, tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, elle pourra s'intéresser, par achat, échange, mise en valeur ou de toute autre manière à tous les instruments financiers dans l'acception la plus large du terme, et notamment toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire; tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques,

les créances relatives aux différents éléments ci-avant énumérés ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable.

Elle pourra faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou partie aux secteurs précités sans pour autant exercer une activité réglementée.

Art. 5.

5.1. Le capital social est fixé à trente-trois mille euros (33.000,- EUR), représenté par (trois mille trois cents) (3.300) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune, entièrement libéré, divisées en 1.320 actions ordinaires de catégorie «A», 1.320 actions ordinaires de catégorie «B» et 660 actions privilégiées sans droit de vote de catégorie «C», dont les droits respectifs sont déterminés par les présents statuts.

5.2. Les actions sont nominatives et ne peuvent être converties en actions au porteur.

5.3. Le capital social pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales.

5.4. La société pourra acquérir ses propres actions en observant toutefois à ce sujet les conditions et limitations prévues par la loi.

5.5. Cessibilité des Actions

Aucun actionnaire ne devra céder une quelconque de ses actions, et le Conseil d'administration ne peut enregistrer la cession d'aucune catégorie d'actions, sauf si c'est expressément autorisé par les Statuts ou conforme à ceux-ci.

5.5.1. Droits de préemption

(i) Un détenteur d'actions Ordinaires ou Privilégiées qui souhaite céder ses actions devra respecter un droit de préemption au profit des autres actionnaires détenteurs d'actions ordinaires, dans le prorata de leur participation constituée d'actions ordinaires, les actions privilégiées n'ouvrant droit au droit de préemption. L'Actionnaire Cédant devra adresser une notification à la Société («Notification de Vente») indiquant le nombre d'Actions qu'il souhaite céder («Actions en Vente») et le prix qu'il demande pour chaque action («Prix Demandé»).

(ii) L'Actionnaire Cédant peut déclarer dans la Notification de vente qu'il est uniquement disposé à céder toutes les Actions en Vente, Ordinaires et Privilégiées, qu'il détient, auquel cas aucune des Actions en Vente ne peut être vendue à moins que des offres ne soient reçues pour la totalité d'entre elles.

(iii) La Notification de Vente fera de la Société l'Agent de l'Actionnaire Cédant pour la vente des Actions en Vente selon les modalités suivantes, que la Société devra notifier aux autres détenteurs d'Actions Ordinaires dans un délai de sept jours après réception de la Notification de Vente:

(a) le prix pour chaque Action en Vente est le Prix Demandé;

(b) les Actions en Vente doivent être vendues exemptes de tous privilèges, servitudes et hypothèques, ainsi qu'avec tous droits s'y rattachant;

(c) chacun des autres détenteurs d'Actions Ordinaires est en droit d'acheter les Actions en Vente dans des proportions reflétant aussi fidèlement que possible le montant nominal de leurs détentions actuelles d'Actions Ordinaires;

(d) les détenteurs d'Actions Ordinaires «B» peuvent proposer d'acheter tout nombre d'Actions Ordinaires «B» qui ne sont pas acceptées par les autres détenteurs d'Actions Ordinaires «B» («Actions Excédentaires»);

(f) 21 jours après l'envoi fait par la Société des modalités de la vente des Actions en Vente (la «Date de Clôture»):

i. la Notification de vente deviendra irrévocable;

ii. un détenteur d'Actions Ordinaires qui n'a pas répondu à l'offre par écrit sera considéré comme l'ayant rejetée.

(iii) Si la Société reçoit des offres pour moins d'Actions que le nombre cumulé des Actions en Vente, chaque détenteur d'Actions Ordinaires qui a proposé d'acheter des Actions Excédentaires pourra prétendre à un nombre d'Actions Excédentaires reflétant aussi fidèlement que possible le nombre d'Actions Excédentaires qu'il a proposé d'acheter en tant que proportion du nombre total d'Actions Excédentaires pour lesquelles des offres ont été reçues.

(iv) Dans un délai de sept jours après la Date de Clôture, la Société devra prévenir du résultat de l'offre l'Actionnaire Cédant et les détenteurs d'Actions Ordinaires qui ont proposé d'acheter des Actions en Vente, et leur faire savoir si de quelconques Actions en Vente doivent être vendues en vertu de l'offre:

(a) La Société devra indiquer à l'Actionnaire Cédant les noms et adresses des détenteurs d'Actions Ordinaires qui doivent acheter des Actions en Vente, et le nombre qui doit être acquis par chacun;

(b) La Société devra indiquer à chaque détenteur d'Actions Ordinaires le nombre d'Actions en Vente qu'il doit acheter; et

(c) Les notifications de la Société devront indiquer un lieu et une heure, entre sept et quinze jours plus tard, où la vente et l'achat des Actions en Vente doivent être achevés.

(v) Si l'Actionnaire Cédant ne cède et transporte pas les Actions en Vente conformément à cet Article, les Administrateurs peuvent autoriser tout Administrateur à céder les Actions en Vente, au nom de l'Actionnaire Cédant, aux détenteurs acheteurs d'Actions Ordinaires concernés, à réception par la Société du Prix Demandé par action. La Société gardera le Prix Demandé en dépôt pour l'Actionnaire Cédant, sans être obligée de payer des intérêts. Le fait que la Société

reçoive le Prix Demandé constituera une décharge valable pour les détenteurs acheteurs d'Actions Ordinaires. Les Administrateurs autoriseront alors l'enregistrement de la cession, et l'Actionnaire Cédant défaillant devra remettre à la Société son certificat d'action pour les Actions en Vente. Lors de la remise, il pourra réclamer le Prix Demandé pour les Actions en Vente.

(vi) Si à la Date de Clôture, la Société n'a pas reçu d'offres pour toutes les Actions en Vente, l'Actionnaire Cédant peut -dans un délai de six mois - céder les Actions en Vente pour lesquelles des offres n'ont pas été reçues (ou bien, si la Notification de vente indique qu'il était uniquement disposé à céder la totalité des Actions en Vente, toutes les Actions en Vente) à une personne quelconque à un prix non inférieur au Prix Demandé par action, toutes les autres modalités n'étant pas plus favorable que celles de la Notification de vente.

5.5.2. Sortie Conjointe

Sans préjudice aux droits de préemption fixés par les présents Statuts, dans l'hypothèse où un ou plusieurs Actionnaires (ci-après désignée(s) dans cet article l'«Actionnaire Cédant»), envisagerai(en)t le Transfert d'Actions à (a) un Tiers agissant seul(e) ou Agissant de Concert, ensemble avec un ou plusieurs autres tiers, et où ce Transfert conférerait à ce Tiers, seul, ou cas échéant, ensemble avec les parties au concert visé ci-dessus (ci-après désigné(s) l'«Acquéreur») dans le cadre de cet article la majorité des actions de catégorie «A», ou la majorité des actions de catégorie «B» de la Société, et si le droit de préemption prévu par ces Statuts n'aurait pas eu lieu d'être exercé ou ayant pu l'être, ne l'aurait pas été par défaut d'offres de rachat suffisantes, les autres Actionnaires (ci-après dénommées dans cet article «les Autres Actionnaires») disposeront d'un droit de sortie conjointe, aux termes duquel ils seront admis à transférer à l'Acquéreur tout ou partie de leurs Actions selon les mêmes modalités et aux mêmes conditions de prix que celles offertes par l'Acquéreur à l'Actionnaire Cédant.

«Agissant de Concert» a la signification suivante: Une personne avec laquelle l'Actionnaire Cédant Agit de Concert est une personne avec laquelle l'Actionnaire Cédant, en vertu de tout accord ou de toute convention, qu'ils soient formels ou informels, coopère activement, pour l'acquisition d'Actions de la Société effectuées par de telles personnes.

L'Actionnaire Cédant devra en conséquence, préalablement à un Transfert de tout ou partie de ses Actions ou à tout engagement de sa part en vue de leur Transfert, obtenir l'engagement irrévocable de l'Acquéreur que celui-ci offrira aux Autres Actionnaires la possibilité de lui transférer la totalité des Actions qu'ils détiennent et qu'ils souhaiteront alors transférer, aux mêmes conditions et selon les mêmes termes que ceux offerts par l'Acquéreur à l'Actionnaire Cédant.

En conséquence, dans la situation visée ci-dessus, l'Actionnaire Cédant devra notifier à chacun des Autres Actionnaires, et en même temps que la notification prévue par rapport au Droit de Préemption, un Projet de Transfert en spécifiant que ce Projet de Transfert pourrait avoir pour effet de conférer à l'Acquéreur une participation de la majorité des actions de catégorie «A» ou «B» de la Société.

Les Autres Actionnaires disposeront d'un délai d'un mois à compter de la réception de la notification prévue ci-dessus pour exercer leur droit de sortie conjointe suivant les modalités suivantes:

(a) Si les Autres Actionnaires souhaitent faire valoir leur droit de sortie conjointe, ils notifieront à l'Actionnaire Cédant, préalablement à l'expiration du délai indiqué ci-dessus, le nombre d'Actions de la Société qu'ils souhaitent céder, chaque Autre Actionnaire ne pouvant céder que l'intégralité de sa participation dans la Société (ci-après désignées les «Actions Offertes»).

(b) En cas d'exercice par un Autre Actionnaire de son droit de sortie conjointe, le prix d'achat par l'Acquéreur des Actions Offertes sera le prix d'achat par l'Acquéreur des Actions transférées par l'Actionnaire Cédant. S'il ne s'agit pas d'une vente, et notamment, en cas de donation, d'échange, d'apport, de fusion ou de scission ou d'une forme combinée de ces formes de transfert de propriété, le prix sera fixé de bonne foi par l'Actionnaire Cédant. En cas de contestation écrite de ce prix fixé par l'Actionnaire Cédant par au moins une des autres Actionnaires, le prix à mettre en compte sera fixé par expert.

En cas d'exercice par un Actionnaire de son droit de sortie conjointe, il sera procédé à la cession des Actions Offertes dans le délai visé dans le Projet de Transfert notifié ou, si rien n'est prévu à cet effet, dans un délai d'un mois à compter de la date de l'expiration du délai indiqué.

A l'effet de s'assurer du rachat par l'Acquéreur des Actions Offertes et à leur paiement dans ce délai, l'Actionnaire Cédant ne transférera la propriété des Actions Cédées à l'Acquéreur et ne percevra le prix des Actions Cédées qu'à la condition que, simultanément, l'Acquéreur se voit transférer la propriété et s'acquitte du prix de cession des Actions Offertes.

Pour le cas où, à l'occasion d'un projet de Transfert dûment notifié, un Actionnaire aurait pu exercer son droit de sortie conjointe et ne l'aurait pas exercé, l'Actionnaire Cédant pourra procéder au Transfert, dans le strict respect des termes du projet notifié et dans le délai prévu par celui-ci ou, à défaut de délai prévu, dans le délai de six mois à compter de l'expiration des délais de préemption et de sortie conjointe. Faute pour l'Actionnaire Cédant de procéder ainsi, il devrait à nouveau, préalablement à tout Transfert de ses Actions, se conformer aux dispositions du présent article.

Administration - Surveillance

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps révocables par elle.

Le nombre d'administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les administrateurs sont nommés par les Actionnaires lors de l'assemblée générale pour une durée ne pouvant excéder six ans. Un administrateur sera élu sur une liste de candidats présentée par les détenteurs de plus de 50% des actions de catégorie «A» (ci-après, les Administrateurs «A»); un administrateur sera élu sur une liste de candidats présentée par les détenteurs de plus de 50% des actions de catégorie «B» (ci-après, les Administrateurs «B»).

Les autres Administrateurs seront élus lors d'une assemblée générale conformément aux dispositions légales.

Dans l'hypothèse de vacance de l'un des postes d'administrateur, pour cause de décès, retraite, ou autre, les administrateurs restants convoquent une assemblée générale des actionnaires, laquelle élira un nouvel Administrateur, selon la procédure d'élection de l'Administrateur remplacé, en manière telle que l'équilibre prévu aux alinéas précédents soit respecté.

Ils conserveront leur fonction jusqu'à la désignation de leurs successeurs. Ils sont rééligibles. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandats, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et s'il le décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet par les membres présents à la réunion.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Lorsqu'une personne morale est nommée en tant que membre du conseil d'administration ou administrateur unique, elle devra informer la société du nom de la personne physique qu'elle a nommé pour agir en tant que son représentant permanent dans l'exercice de son mandat.

Art. 7. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation faite à l'initiative du Président ou d'un administrateur pour une réunion qui aura lieu au siège social sauf indication contraire dans les convocations.

Chaque convocation devra être établie et envoyée au moins deux jours (2) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil d'administration.

Les convocations doivent être faites aux administrateurs par écrit et par courriel, à leurs adresses habituelles telles que communiquées à la société.

Chaque administrateur peut renoncer à cette convocation par écrit ou par tout moyen de télécommunication approprié. Les réunions se tiendront valablement sans convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Les administrateurs peuvent assister à une réunion du conseil d'administration par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant leur identification. Une telle participation à une réunion du conseil d'administration est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Le mandat entre administrateurs étant admis, étant entendu qu'un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues. Pareil mandat doit reproduire l'ordre du jour et peut être donné par lettre ou tous moyens de télécommunication approprié, ces derniers étant à confirmer par écrit.

Le Conseil d'Administration ne délibère et n'agit valablement que si au moins le quorum suivant est présent: la présence d'une majorité simple des Administrateurs, de laquelle au moins l'un d'entre eux est un administrateur A et un autre un administrateur B. Si le quorum n'est pas atteint lors de la réunion ou cesse de l'être, la réunion sera ajournée à huitaine, même endroit, même heure, ou en tout autre lieu et heure déterminé par les Administrateur présents lors de la première réunion. Convocation sera adressée par la Société aux administrateurs absents, requérant leur présence, ou le cas échéant communication par écrit de leur opinion relative à l'ordre du jour. Si l'administrateur ayant reçu une telle convocation n'assiste pas à la réunion ajournée, le quorum sera réputé atteint.

Une résolution écrite approuvée et signée par tous les administrateurs aura les mêmes effets qu'une résolution prise lors d'une réunion du conseil d'administration. La date de la résolution écrite sera réputée être la date de la dernière signature apposée par un administrateur. Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu et pourront être transmises par tout moyen de communication approprié.

Art. 8. Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité des voix présentes ou représentées.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par deux administrateurs ou par un ou plusieurs mandataires désignés à ces fins.

Si la société compte un administrateur unique, ses décisions sont inscrites dans un procès-verbal.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de l'objet social de la société. Tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être des actionnaires de la société.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances en cas de pluralité d'administrateurs par la signature conjointe de deux administrateurs, en cas d'administrateur unique par la signature individuelle de cet administrateur, ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil d'administration dans les limites de ses pouvoirs.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leurs émoluments.

Les commissaires sont rééligibles et sont en tout temps révocables par l'assemblée générale.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale.

Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

L'assemblée générale des actionnaires élit un bureau composé d'un Président, d'un secrétaire et d'un scrutateur qui peuvent ne pas être actionnaires ou administrateurs de la Société.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social ou dans tout autre lieu à Luxembourg, tel qu'indiqué dans la convocation, le deuxième mercredi du mois de juin à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée extraordinaire tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Le conseil d'administration, respectivement l'administrateur unique, le ou les commissaire(s) aux comptes sont en droit de convoquer l'assemblée générale.

Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque un ou des actionnaires représentant le dixième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Les convocations devront être établies par écrit et envoyées dans les formes et délais prévus par la loi et comportent l'ordre du jour.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre de jour de toute assemblée générale.

Les administrateurs peuvent assister et prendre la parole aux assemblées générales des actionnaires.

Art. 17. Chaque action ordinaire de catégorie «A» ou «B» donne droit à une voix. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

L'assemblée des actionnaires délibérera et prendra ses décisions conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de la tenue de l'assemblée.

Cependant, l'assemblée ne sera valablement constituée, et ne pourra prendre de résolution qu'à condition qu'un quorum de présence réunissant et la majorité des actionnaires de catégorie «A», et la majorité des actionnaires de catégorie «B» soit présente ou représentée à l'assemblée.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau de l'assemblée et par les actionnaires en faisant la demande.

Si la société compte un actionnaire unique, ses décisions sont inscrites dans un procès-verbal.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier (1^{er}) janvier et finit le trente et un (31) décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels dans les formes prévues par la loi. Il les remet un mois avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

Art. 19. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra sous l'observation des règles y relatives, verser des acomptes sur dividende en cours d'exercice dans les conditions fixées par la loi.

Les actions privilégiées sans droit de vote de catégorie «C» bénéficieront lors de chaque répartition des bénéfices d'un dividende privilégié correspondant à une rémunération de 1,50% au-dessus du taux EURIBOR 6 mois applicable au moment de la décision sur la distribution, calculée sur leur valeur nominale. Au cas où la fixation du taux de référence devait être suspendue ou n'existerait plus, il sera remplacé par le taux de référence qui s'y avoisinera le plus. En cas de réduction du capital ou de dissolution de la société, les actions privilégiées sans droit de vote de catégorie «C» bénéficieront d'un droit privilégié au remboursement de l'apport. Sans préjudice au droit au dividende privilégié et au remboursement privilégié de l'apport dont question dans ce paragraphe, les actions privilégiées sans droit de vote de catégorie «C» participeront à la répartition du surplus des bénéfices et du bénéfice de liquidation au même titre que les actions ordinaires.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Dispositions générales

Art. 21. Les avis de convocation et communications sont remis ou il y est renoncé et les résolutions écrites sont prises par écrit, email, fax ou tout autre moyen électronique de communication.

Art. 22. Les procurations sont accordées par tous les moyens décrits ci-dessus. Les procurations en relation avec la tenue des réunions du conseil d'administration peuvent également être accordées par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le conseil d'administration.

Art. 23. Les signatures seront manuscrites ou sous forme électronique, à condition qu'elles remplissent toutes les conditions légales pour être jugées équivalentes aux signatures manuscrites. Les signatures des résolutions écrites seront apposées sur un original ou sur plusieurs duplicatas lesquels constitueront ensemble un seul et même document.

Art. 24. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ultérieurement (la «Loi de 1915») trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice commence aujourd'hui et finira le trente et un (31) décembre 2014 et la première assemblée annuelle se tiendra en 2015.

Souscription

Les trois mille trois cent (3.300) actions ont été souscrites comme suit par:

Mille trois cent vingt actions ordinaires de catégorie «A» sont souscrites par Maître Mario DI STEFANO, préqualifié	1.320
Mille trois cent vingt actions ordinaires de catégorie «B» sont souscrites par Maître François MOYSE, préqualifié	1.320
Six cent soixante actions privilégiées sans droit de vote sont souscrites par Maître Mario DI STEFANO, préqualifié	660
Total	3.300

Le montant de (trente-trois mille) euros (33.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la Loi 1915 ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève environ à mille cinq cents euros (1.500,- EUR).

Décisions des actionnaires

Et aussitôt les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

Première Résolution

Le nombre d'administrateur est fixé à 3.

Les actionnaires décident de nommer comme administrateurs de la société:

Maître Mario DI STEFANO, préqualifié;

Maître François MOYSE, préqualifié;

Monsieur Franjo BIEWER, Diplom-Kaufmann, demeurant au 25D, Ferdinand-Tietz Strasse, D-54295 Trier.

Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2019.

Deuxième résolution

Les actionnaires décident de nommer commissaire aux comptes, Monsieur Richard LENERTZ, comptable, demeurant au 283A, avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage.

Les mandats du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015.

Troisième résolution

Le siège de la société est fixé à L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: SENSI-BERGAMI, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 22/10/2013. Relation: EAC/2013/13674. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 24 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148863/361.

(130181839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2013.

Semarec s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3752 Rumelange, 2, rue Saint Sébastien.

R.C.S. Luxembourg B 153.789.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013150808/10.

(130184348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Second Overseas Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 161.753.

Résolutions de l'Associé Unique prises le 30 septembre 2013

1. La démission de Madame Isabelle SCHUL, Gérant de catégorie B, née le 30 janvier 1968 à Arlon (Belgique), est acceptée avec effet au 5 août 2013;

2.. Mr. Jean-Hugues DOUBET, employé privé, né le 5 mai 1974 à Strasbourg (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé Gérant de catégorie B, avec effet au 5 août 2013 et pour une durée illimitée.

Le 30 septembre 2013.

Certifié sincère et conforme

SECOND OVERSEAS INVESTMENTS S. à r.l.

Signatures

Gérant cat. B / Gérant cat. A

Référence de publication: 2013150807/19.

(130184514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Sea Waves S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 98.540.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2013150806/10.

(130183968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Sea Dream S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 82.191.

Monsieur André HARPES, Madame Carine BITTLER et INTEGRAL MARITIME SOLUTIONS (IMS) S. à r.l., démissionnent de leur poste d'administrateurs.

INTEGRAL MARITIME SOLUTIONS (IMS) S. à r.l. démissionne de son poste d'administrateur-délégué.

La société anonyme COMPTABILUX S.A. démissionne de son poste de commissaire aux comptes.

Luxembourg, le 28 octobre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SEA DREAM S.A.

André HARPES

Référence de publication: 2013150805/15.

(130183832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

SFLW S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 115.311.

Société constituée le 28 mars 2006 par Maître Henri Hellinckx (Mémorial C n° 1167 du 16.06.06).

Extrait du dépôt rectificatif du dépôt n°L130183659 déposé le 28.10.2013.

Il résulte d'une réunion du conseil d'administration tenue le 24 octobre 2013 que:

- la démission de Madame Geneviève DEPIESSE, administrateur, est acceptée avec effet immédiat

- cooptation en qualité de nouvel administrateur de Monsieur Cédric SCHIRRER, demeurant professionnellement au 10A, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale à tenir en 2016.

Les décisions prises par le conseil d'administration seront ratifiées lors de la prochaine assemblée générale.

Pour extrait

Le Mandataire

Référence de publication: 2013150810/17.

(130184496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Silf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 47.557.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28.10.2013.

Pour: SILF S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013150811/15.

(130184270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Soafel, Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 146.104.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013150816/10.

(130184098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Samsalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 141.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SAMSALUX S.A.

HRT FIDALUX S.A.

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2013150795/12.

(130184280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

SISL, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 53.407.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28.10.2013.

Pour: SISL

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Hélène Schorr / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013150812/15.

(130183908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Société d'Investissement Latine Américaine S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 152.655.

Experta Corporate and Trust Services S.A., Luxembourg, en abrégé Experta Luxembourg, société anonyme, en sa qualité d'agent domiciliataire, a dénoncé le siège social de la société anonyme SOCIETE D'INVESTISSEMENT LATINE AMERICAINE S.A., en abr. S.I.L.A., 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, RCS Luxembourg B-152655, avec effet au 29 octobre 2013 et résilié la convention de domiciliation.

Luxembourg, le 28/10/2013.

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Christine Racot

Référence de publication: 2013150817/14.

(130184222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Sopardis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 39.357.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la société tenue en date du 25 octobre 2013 que M. Thierry TRIBOULOT, employé privé, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommé comme administrateur de la société en remplacement de M. Fernand HEIM, démissionnaire.

Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2014.

Sa cooptation sera soumise pour ratification à la prochaine l'Assemblée Générale des actionnaires.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013150818/14.

(130184413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

SRE Hotels Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 153.668.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 4 juillet 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 5 août 2013.

Référence de publication: 2013150820/11.

(130184301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Alter Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 70.266.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/10/2013.

Pour: ALTER HOLDINGS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Giacomo Di Bari

Référence de publication: 2013150921/15.

(130185181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Agripro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9099 Ingeldorf, Z.I. Bâtiment Barenburg.

R.C.S. Luxembourg B 96.912.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ingeldorf, le 29/10/2013.

Référence de publication: 2013150912/10.

(130184725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Archilabel, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 71.817.

Le bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013150928/10.

(130185390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Divona B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 180.000,00.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 112.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013151019/9.

(130185142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Cerigo Développement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 144.017.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013150981/10.

(130185093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Cerigo Développement Un S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 147.852.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013150983/10.

(130185102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Colon River S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 153.440.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg, le 25 octobre 2013.

Référence de publication: 2013150987/10.

(130184730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

CDR Ray Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 105.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Référence de publication: 2013151000/10.

(130184846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

ASO Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 154.631.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 29 octobre 2013.

Référence de publication: 2013150930/10.

(130184891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Wind and More SA, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 163.882.

EXTRAIT

En tant que domiciliataire de la société WIND AND MORE SA. Immatriculée B163882, nous dénonçons le siège social à L-1840 Luxembourg, 43, Boulevard Joseph II avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2013.

Pour la Société

Arkai Domiciliation S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013150876/14.

(130184236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Xansa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 31.770.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Référence de publication: 2013150878/10.

(130184013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Saxa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 82.487.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013150800/10.

(130184049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Sattimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8356 Garnich, 19, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 156.383.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013150798/10.

(130184183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

SustainWater S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9906 Troisvierges, 6, rue Staedtgen.

R.C.S. Luxembourg B 156.105.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 29/10/2013.

Signature.

Référence de publication: 2013150792/10.

(130184289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Truck S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3333 Hellange, 53, route de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 135.128.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TRUCK S.à.r.l.

Résidence Ravenelle

53 route de Bettembourg

L-3333 HELLANGE

Signature

Référence de publication: 2013150848/14.

(130184382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

State Street Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 88.409.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2013.

Référence de publication: 2013150791/10.

(130184532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Schemel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 58, Waistroos.

R.C.S. Luxembourg B 71.682.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013150802/10.

(130184060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Tikehau Invest, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 160.849.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2013150839/10.

(130183954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Te Wind S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 111, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 177.030.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 3 juillet 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 2 août 2013.

Référence de publication: 2013150834/11.

(130184256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

TRITRI House S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 181.088.

Veillez noter que l'adresse du gérant de classe B de la Société, Tomas Jurdak, est au Karadzicova 12, 82108 Bratislava, Slovaquie.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Jacques Josset

Gérant A

Référence de publication: 2013150847/13.

(130184388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Archilabel, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 71.817.

Le bilan au 31/07/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013150927/10.

(130185379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Donald SPV A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 164.761.

Les comptes annuels pour la période du 20 octobre 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Référence de publication: 2013151021/11.

(130185195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Elkhound Loan Company Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 175.496.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Référence de publication: 2013151050/10.

(130184714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Every S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9743 Crendal, Maison 14.

R.C.S. Luxembourg B 82.795.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013,
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2013151074/11.

(130185219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

H.W. Restaurant S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1413 Luxembourg-Eich, 17, place François Joseph Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 166.772.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Pour H.W. Restaurant S.à r.l.

Fideco S.A.

Référence de publication: 2013151124/12.

(130185308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Frank den Holzwuerm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6437 Echternach, 1, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 158.999.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weber Kornelia.

Référence de publication: 2013151094/10.

(130184904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Farmachen S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.779.600,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 98.163.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Référence de publication: 2013151082/10.

(130185333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Financière Blandine Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 65.114.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FINANCIERE BLANDINE SPF S.A.

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013151089/11.

(130185047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2013.

K Agamemnon S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 135.120,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 160.311.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013151887/9.

(130185547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Immo Place de Paris S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 4-6, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 101.719.

Suite à un transfert de parts sociales sous seing privé, les parts sociales sont désormais réparties comme suit:

Monsieur Marc TERNES, demeurant

à L-6917 Roodt-sur-Syre, 20, op der Haard, 100 parts sociales

Total: 100 parts sociales

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

La société

Signature

Référence de publication: 2013151857/14.

(130186153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Jacky and Marcy's Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2528 Luxembourg, 4, Sentier de la Scierie.

R.C.S. Luxembourg B 121.887.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2013151880/13.

(130186317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

KW S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 145.663.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 23 octobre 2013

En date du 23 octobre 2013 les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Mark W. PEARSON et de Madame Seema SHAH en tant que gérants de catégorie A, avec effet immédiat;
- d'accepter la démission de ATC Management (Luxembourg) S.à r.l. en tant que gérant de catégorie B, avec effet immédiat;

- de nommer Monsieur Mark GORHOLT, né le 26 novembre 1980, à Trèves, Allemagne, demeurant professionnellement au 65, bd Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet immédiat.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérants de catégorie A:

- Mark Gorholt

Gérants de catégorie B:

- Elizabeth Timmer

- Richard Brekelmans

Gérant de catégorie C:

- Darren Ehlert

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2013151898/29.

(130186245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Lagos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1945 Luxembourg, 6-8, rue de la Loge.

R.C.S. Luxembourg B 102.837.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/10/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013151920/12.

(130185988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Ingersoll-Rand Lux Euro Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 104.948.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associée unique de la Société en date du 25 octobre 2013 que:

1. La démission de Madame Agnes Csorgo, en tant que gérant de catégorie B de la Société, a été acceptée avec effet immédiat.

2. Monsieur Livio Gambardella, né le 2 décembre 1975 à Terlizzi, Italie, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommé en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Suite aux résolutions qui précèdent, le conseil de gérance se compose dorénavant comme suit:

- Monsieur Olivier Caremans, gérant de catégorie A;

- Monsieur Jeffrey Tallyen, gérant de catégorie A;

- Monsieur Benoît Bauduin, gérant de catégorie B;

- Monsieur Livio Gambardella, gérant de catégorie B;

- Monsieur Scott McKinlay, gérant de catégorie B;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Référence de publication: 2013151845/24.

(130186196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Inda International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 67.842.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue en date du 29 octobre 2013:

L'Assemblée décide de nommer:

- Madame Laura VENTURATO, Entrepreneur, demeurant professionnellement à Via Cav. Orvile Venturato 1, I - 37040 Bonavigo (VR), aux fonctions de gérante et de Présidente du Conseil de Gérance, en remplacement de Madame Donatella FANTONI, démissionnaire;

- Monsieur Frédéric NOEL, Avocat, demeurant professionnellement au 1 Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg à la fonction de gérant, en remplacement de Monsieur Rémy MENEGUZ, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INDA INTERNATIONAL SARL

Référence de publication: 2013151860/16.

(130185650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Limra International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 101.300.

Le Bilan consolidé au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. (conforme Art. 314 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Limra International S.à r.l.

Johannes de Zwart

Gérant

Référence de publication: 2013151903/14.

(130185688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Ingersoll-Rand Lux Clover Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 1.813.033,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 170.402.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associée unique de la Société en date du 25 octobre 2013 que:

1. La démission de Madame Agnes Csorgo, en tant que gérant de catégorie B de la Société, a été acceptée avec effet immédiat.

2. Monsieur Livio Gambardella, né le 2 décembre 1975 à Terlizzi, Italie, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommé en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Suite aux résolutions qui précèdent, le conseil de gérance se compose dorénavant comme suit:

- Monsieur Olivier Caremans, gérant de catégorie A;

- Monsieur Jeffrey Tallyen, gérant de catégorie A;

- Monsieur Benoît Bauduin, gérant de catégorie B;

- Monsieur Livio Gambardella, gérant de catégorie B;

- Monsieur Scott McKinlay, gérant de catégorie B;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Référence de publication: 2013151844/24.

(130186194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Kitchens (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 40.357.

Le Bilan consolidé au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
(conforme Art. 314 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Kitchens (Luxembourg) S.A.

Manacor (Luxembourg) SA

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2013151895/15.

(130185696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

aeris Private Investments S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 122.562.

Herr Rüdiger Sailer, geboren am 25. Oktober 1973 in Heilbronn, Deutschland, hat mit Wirkung zum 30. Oktober 2013 sein Mandat als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft niedergelegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 4. November 2013.

Für aeris Private Investments S.A., SICAR

Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A.

Ein Beauftragter

Référence de publication: 2013152290/15.

(130187234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Belucci Restauration S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 7, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 139.049.

L'an deux mille treize, le vingt-trois octobre.

Par-devant Maître Henri BECK notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU

1.- Monsieur Francesco SCIGLIANO, gérant de société, demeurant à L-5612 Mondorf-les-Bains, 13, avenue Frantz Clement.

2.- Monsieur Giuseppe SCIGLIANO, gérant de société, demeurant à L-4480 Soleuvre, 171, Chemin Rouge.

3.- La société civile de droit français SC ECOMIA (anciennement SC FRANDICO), ayant son siège social à L-57000 Metz, 39, avenue Foch, inscrite au registre du commerce et des sociétés à Metz sous le numéro 433.995.511, dûment représentée par son gérant unique Monsieur Francesco SCIGLIANO, prénommé.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Qu'ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée BELUCCI RESTAURATION S.à r.l., avec siège social à L-1946 Luxembourg, 7, rue Louvigny, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 139.049 (NIN 2008 2421 360), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 2 juin 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés numéro 1563 du 25 juin 2008.

Que le capital social de la société s'élève au montant de douze mille cinq cents Euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (€ 125.-) chacune, attribuées aux associés comme suit:

1.- Monsieur Francesco SCIGLIANO, prénommé, cinquante-cinq parts sociales	55
2.- Monsieur Giuseppe SCIGLIANO, prénommé, quarante parts sociales	40
3.- La société civile de droit français SC ECOMIA, préqualifiée, cinq parts sociales	5
Total: cent parts sociales	100

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social à concurrence du montant de deux cent mille Euros (€ 200.000.-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (€ 12.500.-) au montant de deux cent douze mille cinq cents Euros (€ 212.500.-) par l'émission de mille six cents (1.600) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (€ 125.-).

De l'accord de l'accord de l'associé Monsieur Giuseppe SCIGLIANO toutes les mille six cents (1.600) parts sociales ont été souscrites et libérées comme suit:

- huit cents (800) parts sociales par l'associé, Monsieur Francesco SCIGLIANO, moyennant renonciation partielle à sa créance certaine, liquide et exigible qu'il détient envers la société à concurrence du montant de cent mille Euro (€ 100.000.-);

- huit cents (800) parts sociales par l'associée, la société civile de droit français SC ECOMIA, moyennant renonciation partielle à sa créance certaine, liquide et exigible qu'elle détient envers la société à concurrence du montant de cent mille Euro (€ 100.000.-);

L'existence des prédites créances résultent d'un bilan et d'une déclaration établie par le gérant de la société BELUCCI RESTAURATION S.à r.l., à savoir Monsieur Francesco SCIGLIANO, prénommé.

Une copie du bilan et ladite déclaration, après avoir été signés "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte, avec lequel ils seront enregistrés.

Deuxième résolution

Les associés décident de modifier l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DEUX CENT DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 212.500.-), représenté par mille sept cents (1.700) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (€ 125.-) chacune.

Attribution des parts sociales

Les mille sept cents (1.700) parts sociales sont attribuées aux associés comme suit:

1.- Monsieur Francesco SCIGLIANO, prénommé, huit cent cinquante- cinq parts sociales	855
2.- Monsieur Giuseppe SCIGLIANO, prénommé, quarante parts sociales	40
3.- La société civile de droit français SC ECOMIA, préqualifiée, huit cent cinq parts sociales	805
Total: mille sept cents parts sociales	1.700

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, agissant comme dit ci-avant, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: F. SCIGLIANO, G. SCIGLIANO, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 24 octobre 2013. Relation: ECH/2013/1979. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 29 octobre 2013.

Référence de publication: 2013150362/64.

(130184433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

SFLW S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 115.311.

Société constituée le 28 mars 2006 par Maître Henri Hellinckx (Mémorial C n° 1167 du 16.06.06).

EXTRAIT

Présents: Monsieur Jean Wagener

Madame Donald Venkatapen

Ordre du jour

1. Démission et cooptation d'un Administrateur

145776

Résolution

Le Conseil d'administration accepte la démission de l'Administrateur Madame Geneviève DEPIESSE et coopte en remplacement Monsieur Cédric SCHIRRER avec adresse professionnelle au 10A boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2016.

Son mandat sera ratifié lors de la prochaine Assemblée générale.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, le conseil est clôturé à 10.15 heures.

Pour extrait

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013150146/22.

(130183659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2013.

BE Advisers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 157.044.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société en date du 31 octobre 2013

- L'associé unique a accepté la démission de Mme Daphné Charbonnet, née le 30 janvier 1979, à Caen, France, ayant son adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, de son poste de gérante de la Société, avec effet immédiat;

Par conséquent, les gérants de la Société au 31 octobre 2013 sont les suivants:

- Martin Dunn;
- Christophe Gammal;
- Michaël Goosse;
- Halsey S.à r.l.; et
- Paul Gunner.

Il y a également lieu de prendre en compte l'adresse privée de Monsieur Christophe Gammal, gérant de la Société, située au 35, rue des Merisiers, L-8253 Mamer.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013152399/22.

(130186449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

Gracewell Properties Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 179.134.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 9 septembre 2013 que Patron Investments IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg B160456, a cédé les 20.000 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à Grace Lodge Care II Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg B180319.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2013151794/16.

(130185771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.
